

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 15 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

13 - 20 avril 2022

UN VOISIN DE MICHEL MARTELLY INCULPÉ POUR DROGUE AUX USA Qu'y a-t-il derrière le transfert d'Eddy One à Wisconsin ? Michel Martelly a-t-il de bonnes raisons de s'inquiéter ?

Par Léo Joseph

Jean Éliobert Jasmin, surnommé « Eddy One », dans le monde des

trafiquants de drogue haïtien, et « Tio Loco », dans celui des Dominicains, a été transféré aux États-Unis, sous l'accusation de

trafic de drogue. Pour avoir fait la prison, une première fois, aux États-Unis, après avoir été trouvé coupable de cette même accusa-

tion, dans les années 90. Condamné à une vingtaine d'année de réclusion, il a été libéré avant qu'il

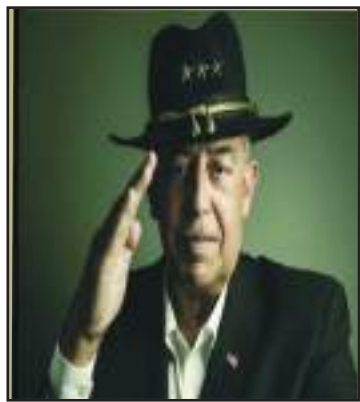
observateurs seraient tentés de conclure qu'il est en passe de faire son second « tour de piste », si sa présente situation n'était pas différente de la précédente.

SUGGÉRÉ COMME REMPLAÇANT DE KENNETH MERTEN

Le général Russell Honoré veut être médiateur « Ariel Henry ne peut pas organiser des élections, il n'est pas à sa place » ...

Par Léo Joseph

Dans la foulée de la fin de la mission de l'ambassadeur Kenneth Merten, en Haïti, le général américain retraité Russell Honoré est suggéré pour le remplacer. Bien qu'il ait joué le rôle de pilote — d'autres diront médiateur du Sommet d'unité nationale —, qui s'est tenu à Nouvelle Orléans, en Louisiane, du 13-19 janvier de cette année, il n'ambitionne pas de continuer à jouer un rôle, dans



Général Russell Honoré

la solution de la crise socio-politique haïtienne en tant que diplomate. Il souhaite remplir une tâche plus en harmonie avec sa carrière militaire. Il se dit préoccupé par une situation chaotique de ce pays de la Caraïbe, où les acteurs n'arrivent pas à accorder leurs violons, tandis que les présents dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités.

Dans une conversation télé-



Michel Martelly avant son investiture.

n'ait purgé toute sa peine, en raison de sa coopération avec la justice américaine (« dénonciation crédible » d'autres trafiquants. Vu son statut de repris de justice, les

En effet, citées dans l'édition du 9 avril du quotidien floridien *The Miami Herald* les autorités judiciaires fédérales chargées du dossier, qui ont annoncé la présence du prévenu, sur le territoire américain, ne relèvent pas de la juridiction du district sud de Floride, comme c'est généralement le cas pour tous les dealers haïtiens « expulsés » d'Haïti avant d'être transférés à Miami, pour les suites légales. C'est plutôt au Tribunal du District est de Wisconsin, dans la ville de Milwaukee, que Jean Éliobert Jasmin, 60 ans, s'est présenté devant le juge Stephen C. Dries,

Suite en page 2

GRANDE SURPRISE DANS LA DIPLOMATIE Mission impossible en Haïti, Kenneth Merten tourne les talons... Avant de partir pour Washington : des révélations et des non-dits...

Par Léo Joseph

Au moment où l'on s'y attendait

le moins, Kenneth Merten a annoncé la fin de sa mission en Haïti, environ neuf mois après y

avoir été désigné « chargé d'affaires ». Le voilà retourné en

Suite en page 5



SPORT Dernière heure !!! SPORT Dernière heure !!!

MONDIAL FEMNIN 2023 Haïti pulvérise Cuba (6-0) et se qualifie pour Monterey 2022

Par Jacques Brave

Au stade Félix Sanchez de Santo Domingo La Formation nationale d'Haïti a battu, très nettement l'Équipe nationale de Cuba, au

cours d'un match que les joueuses haïtiennes ont dominé de façon écrasante, d'un bout à l'autre de la compétition.

En effet, un peu brouillonne, en première mi-temps, où elles

ont raté un nombre incalculable de buts, face à une équipe cubaine organisée, mais loin du niveau des jeunes Haïtiennes. Celles-ci

Suite en page 16

HAPPENINGS! AN ANALYSIS

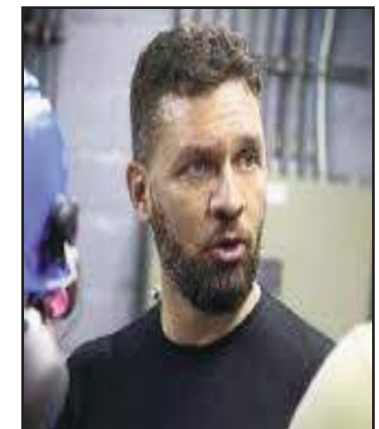
“Justice for Jovenel Moïse”
remains elusive despite the facts
and credible suspicions



Léon Charles, his name still resonates in the assassination of Jovenel Moïse.

By Raymond A. Joseph

It was nine months on April 7 since Haiti's de facto president was assassinated in the bedroom of his home in the upscale Pèlerin



Dimitri Vorbe

5 neighborhood, in the hilly section above the tony Port-au-Prince suburb of Pétiyon-Ville. Since then, an elusive “Justice for Jovenel Moïse” has remained a lof-

Continued on page 7

UN VOISIN DE MICHEL MARTELLY INCULPÉ POUR DROGUE AUX USA Qu'y a-t-il derrière le transfert d'Eddy One à Wisconsin ? Michel Martelly a-t-il de bonnes raisons de s'inquiéter ?

Suite de la page 1

qui a présidé la première procédure de sa mise accusation formelle pour trafic de stupéfiant. En attendant que soit tenu son procès, Jasmin le magistrat fédéral a condamné le prévenu à la prison sans caution.

Une accusation autour d'au moins 10 livres de cocaïne

Le communiqué de presse émis par les autorités judiciaires relatif à ce nouveau dossier Éliobert Jasmin (Josmé dans le document) met en évidence les motifs de ses démêlés avec la justice américaine. Voici ce que dit le paragraphe suivant du document en question. « Le 28 septembre 2021, un grand jury du District Est du Wisconsin a émis un acte d'accusation contre Jasme alléguant un chef d'accusation de trafic international de drogue, un chef d'accusation relatif à substance de trafic international de drogue, et un chef d'accusation de port d'arme à feu pendant et en relation avec le trafic de drogue. Selon l'acte d'accusation, approximativement de février 2019 au 28 septembre 2021, Jasme a conspiré avec d'autres personnes pour distribuer cinq kilogrammes ou plus de cocaïne avec l'intention, en sachant ou en ayant des motifs raisonnables de croire que la cocaïne serait importée illégalement aux États-Unis; le ou vers le 28 octobre 2020, Jasme a distribué cinq kilogrammes ou plus de cocaïne en ayant l'intention, en sachant ou en ayant des motifs raisonnables de croire que la cocaïne serait importée illégalement aux États-Unis ; et le ou vers le 28 octobre 2020, Jasme a porté une arme à feu pendant et en relation avec les délits de trafic de drogue susmentionnés ».

Autres précisions utiles sur le cas Éliobert Jasmin

Plus loin, dans le communiqué de presse, sont données des informations supplémentaires par rapport à la manière dont s'est déroulé l'arrestation de l'accusé. Suit la citation à ce sujet. « Le bureau national de la DEA de Port-au-Prince et le bureau local de la DEA de Milwaukee ont enquêté sur cette affaire. Le Bureau des affaires internationales du ministère de la Justice et le gouvernement national haïtien, notamment le ministère de la Justice, la Police nationale haïtienne et la Brigade de lutte contre le trafic de stupé-

fians (BLTS), ont fourni une aide substantielle dans cette affaire. Les procureurs américains adjoints Robert J. Brady, Jr. et Gail J. Hoffman du District Est du Wisconsin assurent le suivi du dossier ».

À coup sûr, le nouveau dossier Jean Éliobert Jasmin doit avoir une particularité qui lui est propre, car son traitement ne suit pas le protocole établi par les autorités fédérales dans la gestion d'affaires criminelles liées au trafic de stupéfiants.

Tout d'abord, il faut rappeler que, repris de justice, par rapport à son implication constatée dans le commerce de substances interdites, M. Jasmin, à l'instar de Rodolphe Jaar, d'Evinx Daniel, et de tant d'autres, est devenu « agent fédéral ». Retourné en Haïti, après que sa sentence eut été écourtée, en raison des « dénonciations consommées » qu'il a faites aux enquêteurs fédéraux ayant abouti à l'arrestation d'autres barons de la drogue, haïtiens et dominicains, sa mission consiste à identifier et dénoncer des trafiquants aux autorités de la DEA basées en Haïti. Cela signifie que sa participation à ces pratiques illicites a pour motif de faire son travail d'indicateur. Alors on peut comprendre quel traitement lui sera accordé, au niveau fédéral, quand il est appréhendé avec d'autres, dans le cadre d'une opération liée à la récupération et au transport de cocaïne et d'autres substances illicites.

Voisin de Michel Martelly, Éliobert Jasmin, arrêté à Peggy-Ville

L'avant dernier épisode d'arrestation de Jasme, en compagnie de deux policiers, s'était produit le 28 octobre 2020, à Gressier, au sud de Port-au-Prince. À l'époque, il était emprisonné puis libéré à la cloche de bois. Il a été arrêté, le mois précédent, lors d'une descente policière, en sa résidence, à Péguy-ville, d'agents de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS). Aux yeux de la Justice fédérale, il est considéré comme un personnage clé, dans le commerce de drogue en Haïti, étant lié aux des distributeurs et fournisseurs, en Amérique du sud et dans la Caraïbe, surtout dans son pays natal et en République dominicaine.

Au Tribunal du District sud de Miami, où s'était déroulé le procès de l'intéressé (de même que ceux de la grande majorité des trafiquants appréhendés dans l'Hémisphère occidentale, un procureur le qualifiait en ces mots :

Éliobert Jasmin « est l'un des trafiquants les plus importants d'Haïti ». Aussi, souligne encore *Miami Herald*, le même procureur fédéral l'a-t-il lié aux « fournisseurs colombiens distributeurs haïtiens, ainsi qu'à plusieurs bateaux chargés de cocaïne aux ports de la Rivière de Miami, en 2000 ». Sans oublier de mentionner la cocaïne confisquée à l'aéroport internationale de Miami.

Les autorités fédérales pensent que Jasmin contrôle, ou fait partie, d'un vaste réseau de trafiquants, dans l'hémisphère occidental. Celles-ci semblent avoir pris connaissance de son influence, dans cette industrie, suite aux rendements qu'ils a fournis dans la dénonciation de trafiquants, lors de sa première arrestation, en 2002.

À cet effet, le quotidien *Miami Herald*, sous la plume de Jacqueline Charles, fait état des « éloges » adressées à Jasmin, par les autorités fédérales, pour ses témoignages pertinents qui ont permis d'établir la culpabilité de nombreux hauts fonctionnaires du gouvernement haïtien dans ce crime. Cette même édition du quotidien floridien rapporte ses dénonciations au sujet de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide.

Ami de longue date de Michel Martelly

Il n'a pas encore été établi les raisons qui ont porté Jean Éliobert Jasmin à se procurer une maison dans le même quartier que Michel Martelly. Selon des enquêteurs fédéraux requérant l'anonymat, au fil des dernières années, suite aux nombreuses dénonciations formulées contre celui-ci relatives à son rôle clé dans le commerce de drogue, avaient lancé une investigation exhaustive sur l'ex-chauteur-président.

Éliobert Jasmin, qu'on prétend être, comme M. Martelly, originaire de Côte-de-Fer, séjourner dans ce village, aussi lieu de naissance de ce dernier. Cet endroit, doté d'un « port sauvage », attirait pendant longtemps des bateaux débarquant ses cargaisons de substances illicites et d'aéronefs larguant des sacs de cocaïne ou effectuant des atterrissages forcés ayant lien avec des livraisons clandestines de ces produits.

Les relations de Michel Martelly se sont consolidées encore davantage, au fur et à mesure qu'ils collaboraient étroitement dans la promotion, mais surtout le trafic, à tous les niveaux, de la cocaïne et d'autres substance interdites.

Il faut se rappeler que l'argent

sale a joué un rôle déterminant, dans l'accession de Michel Martelly à la présidence d'Haïti. Selon des informations disponibles, la communauté des trafiquants en a fourni une bonne partie du financement. Mais certaines gens sont disposés à témoigner que c'est Éliobert Jasmin qui en a contribué la part du lion.

Éliobert Jasmin, un témoin à charge sous protection fédérale ?

La majorité des poursuites fédérales contre les trafiquants de drogue évoluant dans l'Hémisphère occidental sont menées en Floride, notamment, au Tribunal fédéral du District sud. À moins que des motifs spéciaux les fassent aboutir dans d'autres Tribunaux de district, comme New York, Washington D.C., Chicago, rarement dans d'autres juridictions fédérales, aux États-Unis.

L'acheminement du présent dossier Jasmin, au District est, dans l'état de Wisconsin, constitue un phénomène rare qui, de l'avis de plusieurs experts en droit américain et en sécurité générale, place cette affaire sous un éclairage différent. Selon eux, cette manière de traiter ce dossier annonce une vaste « opération juridico-judiciaire » impliquant plusieurs pays. Aussi pensent-ils que la soi-disant inculpation de Jasmin serait plus assimilable à une stratégie visant la protection d'un témoin à charge.

En effet, ces experts pensent que dans le cadre de cette stratégie, les risques sont trop grands d'assurer la protection de cet individu, en Floride. Ce qui fait penser au fait que d'autres personnes considérées haut placées dans la hiérarchie de l'industrie de la drogue sont visées dans cette dernière offensive contre les trafiquants. Car les autorités fédérales craignent d'exposer un tel témoin

à la foudre d'éventuels accusés dotés de grands moyens de corruption.

Mais il y a d'autres éléments de recoupement, dans l'affaire Éliobert Jasmin. Selon toute vraisemblance, la mission de Kenneth Merten, désigné « chargé d'Affaires », en Haïti, à l'origine, en mission pour aider à faciliter une solution, à la crise haïtienne, dont le mandat a pris fin hier (lundi 11 avril) a changé d'objectif. À moins qu'en cours de route, a été décidé un changement de stratégie. Ou bien que tout a été mis en place en vue de donner le change à l'opinion publique haïtienne. Ou Au moment de laisser (une deuxième fois) Haïti, il a déclaré qu'il n'était pas venu pour être au service des Haïtiens, mais dans le cadre de ses initiatives au profit de son pays. M. Merten a souligné, en même temps, qu'il y a des secrets qu'il ne peut pas révéler. C'est donc le moment de demander en quoi a consisté sa mission, à Port-au-Prince, durant les neuf derniers mois ?

Autre chose, qui semble avoir mis la puce à biens des oreilles : un dernier tweet de l'ex-envoyé spécial des États-Unis en Haïti, l'ambassadeur Daniel Foot. Dans la déclaration, à lui attribué et qu'il n'a pas répudié, diffusé sur les réseaux sociaux, il écrit : « *In Federal prison, I bet Micky's going to look really Sweet in that pink dress. At least to his cellblock mates* ». (« Dans la prison fédérale, je parie que Micky aura l'air très sélect dans cette robe rose. Au moins pour ses compagnons de cellule »).

En clair, donc, toute cette mise en scène ferait évoquer un « gros procès » impliquant un ou des puissants et riches dealers de drogue dont le contrôle s'étend sur plusieurs pays.

L.J.



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Une attaque au métro de Brooklyn : 23 personnes affectées, dont 10 blessées par balles

C'est arrivé hier matin, mardi 12 avril, à l'heure de pointe, au moment où les gens se rendaient au travail. Vers 8 h 30, a éclaté une bagarre dans un wagon du train N, au métro de Brooklyn, à la station de la 36^e rue, dans le quartier appelé Sunset Park.

Selon les informations fournies par la Police, se basant sur les témoignages des passagers, un individu a enlevé le masque qu'il portait, pour se protéger, et a ouvert un récipient qui a dégagé une fumée noire, qui a vite rempli tout le wagon. Avant d'ouvrir le feu, blessant des gens dans le train ainsi que sur la plateforme, car le train était déjà arrivé à la station. Toujours selon les informations de la Police, 10 personnes ont été atteintes de projectiles, dont certaines gravement blessées. Mais les 13 autres victimes ont essuyé des fractures ou blessures légères.

L'agresseur a immédiatement pris la fuite, laissant derrière lui certains objets, notamment, un revolver et des étuis pour balles. Mais jusque hier soir, vers 6 heures, le suspect n'a pas été appréhendé, bien que la Police dise avoir recouvert un véhicule, type camion U-Haul, auquel serait associé l'assaillant.

Le détective en chef de la ville de New York, James W. Esig, a annoncé, hier soir, lors d'un point de presse, qu'un certain Frank R. James, âgé de 62 ans, avait loué le U-Haul, dont les clés ont été retrouvées sur les lieux du crime. Alors, on est à la recherche de l'individu qui porte ce nom, ayant une adresse dans le Wisconsin, et une autre à Philadelphie, où a été loué le véhicule U-Haul.

La cheffe de Police de New York, Keechant Sewell, une Afro-Américaine, avait laissé entendre que l'attaquant était un Noir trapu, mesurant environ 5 pieds 5 pouces. Par la suite, la Police, se référant à celui qu'on recherchait, n'a pas mentionné son ethnicité, tout en précisant qu'il pèse 180 livres. On veut croire que cet individu, déclaré « dangereux » par la gouverneure de New York, Kathy Hochul, ne pourra rester longtemps en cava-

le. Alors, on saura si, effectivement il ne s'agissait pas d'« un acte terroriste », comme l'a laissé entendre la gouverneure. Si ce n'est pas du terrorisme, à quoi donc attribuer ce comportement?

Le maire de la ville, Eric Adams, atteint de la COVID-19, reste en confinement. Il s'est quand même adressé aux citoyens, par le biais d'un message enregistré, dans lequel il dit que ce dernier acte ne fait que démontrer le bien-fondé de sa campagne contre les armes à feu non-enregistrées utilisées, comme celle retrouvée, par des bandits sans foi ni loi. Alors, la lutte continue en vue de supprimer de la ville, ces armes dites « Ghost guns » (armes fantômes), commandées en pièces séparées, et ne portant pas le sceau de la manufacture.

Suite à cette attaque, perpétrée en plein cœur de la grande métropole qu'est New York, la pression ne fera qu'augmenter contre les « marchands de la mort », ces manufacturiers d'armes meurtrières, ainsi que contre les lobbies qui les appuient.

Une semaine riche en nouvelles a débuté lundi dernier

Que ce soit au niveau national ou international, les nouvelles sont autant surprenantes que symptomatiques de changements en perspective. Vu que la situation qui nous préoccupe davantage est celle d'Haïti, en butte à une crise multidimensionnelle, nous nous penchons sur l'actualité nationale, comme d'habitude.

En effet, le *Washington Post*, le plus important des quotidiens de la capitale américaine qui, dans un éditorial, le dimanche 10 avril, attribué au Comité de rédaction, soit l'ensemble des décideurs du journal, affirme qu'« *Haïti a besoin de l'aide de Washington pour sortir du bourbier* ». C'est très fort, surtout que l'administration Biden agit comme si Haïti est le cadet de ses soucis, sans doute reflétant ce qu'un jeune sénateur Joseph « Joe » Biden eut à dire quelques années plus tôt : « *Si Haïti devait sombrer dans la mer caraïbe, cela ne dérangerait pas* ». (« If

Haiti sunk into the Caribbean it wouldn't matter »). Cette citation, lancée sur YouTube, a refait surface depuis le geste méprisant que le président a fait montre à l'encontre des réfugiés haïtiens, en septembre dernier, lors de la marée humaine regroupée sous le pont international de Del Rio, à la frontière avec le Mexique.

Entre-temps, les éditeurs du *Washington Post* passent en revue les étapes qui ont conduit le pays jusqu'au bourbier dans lequel il s'enfonce, soulignant, sans le dire, que Washington ne s'occupait pas de ce qui se traitait en Haïti, depuis quelque temps. Voilà que maintenant, l'administration Biden s'acquitte avec un Premier ministre illégitime, suspecté de participer à l'assassinat du président défunt dé facto Jovenel Moïse, lui aussi frappé d'illégitime, car outrepassant son mandat. Toutefois, avec le support de l'International, les États-Unis en tête de liste, la situation a empiré à un point tel que le pays ne peut s'en sortir, sans l'aide de son grand voisin, argue cet éditorial.

Mais, tout en saluant les efforts de ceux qui ont forgé l'Accord, dit de Montana, embrassant le plus grand nombre d'adhérents, les éditeurs du *Washington Post* avancent que, ces gens aussi sont privés de légitimité, souhaitant, toutefois, qu'une alliance entre eux et le Premier ministre de facto mériterait une certaine considération. Ainsi, l'administration Biden pourrait dire qu'enfin une « *solution haïtienne* » est trouvée, telle que souhaitée, selon les dires des autorités américaines.

Mais toutes ces supputations ne riment à rien, car, selon les éditorialistes, bien que Washington devrait s'engager à faire avancer cette entente, « *l'administration Biden ne saurait s'occuper de ce qui se passe en Haïti où les événements dans ce pays appauvri ont une longue histoire de se développer en des crises ne peuvent plus être ignorées* ».

Apparemment, au *Washington Post*, il y a urgence, car deux jours plus tôt, soit le 8 mars, un article fleuve, que trois reporters

ont signé, a passé en revue la situation haïtienne, tout en mettant l'accent sur la détérioration de la situation, neuf mois après l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, attirant l'attention sur une investigation qui « *piétine en Haïti* ». Bien qu'il ait dit que cela « *avance* » avec les autorités américaines, il existe des doutes sur la possibilité de faire la lumière sur cet acte horrible, dont le motif demeure un mystère. (Voir la colonne *Happenings*, en anglais, offrant une analyse approfondie de cette affaire).

*Quid de la fin de mission du chargé d'Affaires américain en Haïti ?

La grande surprise, du lundi 11 avril, a été l'annonce de sa démission, faite sur son compte Twitter, de Kenneth Merten qui prend de court le peuple haïtien. Il a été nommé chargé d'Affaires, le 12 octobre de l'année dernière.

M. Merten, ambassadeur américain en Haïti, en 2011, sous la dictée de la secrétaire d'État Hillary Clinton, avait tout manigancé pour imposer Michel/ Michael Joseph Martelly comme président d'Haïti. Puis, il a été placé au Département d'État comme coordonnateur spécial des affaires haïtiennes et secrétaire d'État adjoint au Bureau des Affaires hémisphériques.

Le voilà de retour en Haïti, en pleine crise, en octobre dernier, sans doute, parce qu'on disait qu'il était mieux imbu de la situation haïtienne que tout autre diplomate américain. Que la situation ait empiré depuis son arrivée, ces derniers six mois, Merten a tiré la révérence, faisant ses adieux en créole, qu'il manie à merveille.

« *M pap travay pou Ayiti, map travay pou gouvènman ameriken* » a-t-il écrit dans son tweet, ajoutant « *M pa gen responsabite fè yon bagay pou Ayiti. Mwen ankouraje aktè yo jwenn yon akò. Peyi a ap soufri* ». (« *Je ne travaille pas pour Haïti, mais pour le gouvernement américain. Je ne suis pas responsable de faire quoi que ce soit pour Haïti. J'encourage les acteurs à trouver un accord, car le pays souffre* ». J'ajouterais que M. Merten a donné une interview fleuve à Frantz Duval, du quotidien *Le Nouvelliste*, dans lequel il déclare Haïti au bord de la catastrophe.

Peut-être qu'on saura, dans les jours à venir, si la décision de Kenneth Merten est de son pro-

pre gré ou si elle est imposée par ses supérieurs. Est-ce vrai qu'il faisait partie des diplomates qui se trouvaient chez Martelly, à Peguy-Ville, le 22 mars dernier, où il est rapporté que l'on discutait du remplacement du Premier ministre Ariel Henry ? D'ailleurs, les noms de deux ministres du cabinet actuel, soit Michel Patrick Boisvert (Économie et Finances) et Nesmy Manigat (Éducation et Formation professionnelle) avaient été retenus comme son remplaçant éventuel.

Il était question d'agir avant qu'un soulèvement général des citoyens, se disant de plus en plus « *BOUKE* » (fatigués) n'entraîne la chute du gouvernement. Alors, il fallait remplacer Ariel Henry par quelqu'un qui pourrait préparer le terrain à un retour de Michel Martelly, qui se proclame « *Bandit légal* », au pouvoir, suite à des « *élections* » faites sur mesure, dont Kenneth Merten en a l'expérience.

Toutefois, le rebondissement de l'action en justice, aux États-Unis, de l'affaire des taxes prélevées sur les transferts d'argent de la diaspora vers Haïti, ainsi que le 5 centimes/minute sur les appels téléphoniques entrants, aura des conséquences néfastes pour Martelly, qui avait, de concert avec Laurent Lamothe (son Premier ministre pressenti alors), concocté ce stratagème pour voler des millions de dollars, en collaboration avec des maisons de transfert et des compagnies de téléphone.

De plus, le dossier de stupéfiants relancé contre Éliobert Jasmín (Jasmé, selon la documentation américaine,) pourrait aussi nuire. À souligner que Jasmín/ Jasmé, dit Eddy One, est le voisin, à Peguy-Ville, du « *Bandit légal* ». Que menotté, il ait été extradé, jeudi dernier, 7 avril, aux États-Unis, cela pourrait aussi avoir des conséquences sur le cas de Martelly. Car, Eddy One s'est déjà mis à table avec les procureurs, en vue d'alléger sa peine. Récidiviste, il n'est pas étranger à ces compromis. D'ailleurs, son sourire quand, aligné avec les agents de la DEA (Drug Enforcement Administration), avant de prendre place à bord de l'avion qui l'attendait, Eddy One vendait déjà la mèche. (Voir l'article de Léo Joseph, en page de garde : *Un voisin de Michel Martelly inculpé pour drogue aux USA*).

*L'ambassadeur Daniel Foote exige la démission d'Ariel

Suite en page 8

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

NATO and the western intelligence community failed to prevent the war in Ukraine. Why?

By Birg Hyacinthe, Ph.D.

NOTE FROM THE EDITOR: It is beyond my journalistic curiosity that I have been listening to Dr. Hyacinthe over a period of two years, during which he refers to publicly available information related to his warnings to U.S. and European authorities in this arena. This piece contains excerpts of Prof. Berg Hyacinthe's passionate plea to the Biden-Harris's Administration: Put an end to armed gang-related activities in Haiti, starting with the departure of de facto Prime Minister Ariel Henry, and dismantling the death squads responsible for disproportionate U.S. Police shooting of Blacks of all ages in the U.S. today.

Faced with this multimillion-dollar question, the author's answer was plain and simple: *Because they refused to accept, at their own peril, that something good could actually come from Haiti.* They have learned. I hope that they will improve.

This NATO topic was so concerning to Haiti-Observateur's editorial board that it ran the following title, in its (July 29 - August 5, 2020) publication: "Americans are no longer welcome in post-COVID Europe: NATO, an illusion debunked according to a new world order?"

In fact, even NATO members, notably France and Germany, are repositioning themselves in Europe. The five-year prescient warning issued to U.S. and European officials in 2009, before Russia's annexation of Crimea, could not have been any clearer: **"The current momentum is clearly moving against America... The Russia-Ukraine [Crimea] lease dispute runs the risk of being translated into a major blow against NATO and U.S. interests in Europe."*** Americans and their European allies ignored these warnings for years, giving Russia enough time and space to exploit them: Welcome to Ukraine 2.0!

When the main overt intelligence activities are reduced to revealing Russian troop positions using "public" satellite images, wary intelligence analysts must pause and ask: What happened to the author's 2009 documented warnings?

The first and foremost cause of this failure is *faulty intelligence* on Russia. The "underestimation" conceded by the Biden Administration is the resultant of two powerful vectors: (1) absence of the EU's freedom to negotiate with Russia; (2) existence of altered and falsified dossiers in the most sensitive intelligence databases on Russia and Ukraine. As the author warned both the Select Committee on Intelligence of the U.S. Senate and the Permanent Select Committee of the U.S. House on November 9, 2020 (see p.333 of his latest **2022-Grave Concern Report** to the U.N. Security Council.)

Conducts exhibited and decisions taken by the actors involved, in the ongoing-armed conflict in Ukraine confirmed his prescient warnings. In fact, Dr. Hyacinthe made the following points in his book *Cyber Warriors at War* (2009) and, later, in the above-quoted article in Haiti-Observateur in 2020:

The "privileged" bilateral relations established between certain EU Member States and several foreign military powers amount to a collective political suicide for the EU. Such policy, if maintained, could lead to the cata-

strophic collapse of the EU, in favor of its rivals at a time when:

EU-Russia relation is at a dangerously low level [waving Ukraine red flag on 2009];

Great Britain would break away from the EU, with the former being a potential EU competitor and a privileged partner of the United States of America on several major dossiers [waiving the red flag on the formation of AUKUS in 2009];

The EU would be in an uncomfortable situation vis-à-vis some of its Member States in Eastern Europe [waiving red flag on Hungary; Poland; Albania, Romania, to list a few];

The EU has economic, military and geostrategic interests, which are incompatible with those of several NATO members [waiving red flag on EU's energy policy vis-à-vis Russia, deemed incompatible with U.S. expectations and interests]. This situation likened to a "hidden virus" in EU's relationship with its transatlantic NATO partners and the UK.

In the present article, the author lays the blame squarely on "tempered historical datasets" in several U.S. intelligence databases featuring Russia and Ukraine. Further, he highlights several decisions and events, as proof of NATO's collapse:

NATO's inability to prevent the war in Ukraine through negotiation, by force or deterrence — given that NATO's mission was never confined to conducting warfare, au contraire, it was supposed to promote peace;

The sudden decision taken by Germany and France to implement their plan to rebuild their own (individual) military might;

U.S. insistence on maintaining faulty, altered and falsified datasets in its intelligence databases on Russia and Ukraine (including Dr. Hyacinthe's own contributions in this arena or the lack thereof);

The scandal surrounding the formation of the AUKUS;

U.S. troops withdrawal from Germany, followed by unplanned redeployment of more troops only a few months later to counter an evident;

Joe Biden's disinvestment, for some peculiar reason, to face Russia, until the war became a personal and political embarrassment;

Biden's "ride offer" rebuked by Zelensky — revealing a lack of interest by Biden and the inexistence of a concerted plan of action to deal with what have been erroneously perceived by the Americans as a European problem, not theirs. Trump was very clear about this not-so-secret policy change vis-à-vis the EU. Though Biden had been more evasive than Trump, the latter was saying loudly what the former had been doing in secrecy: Quietly walking out on the EU, while lifting the security umbrella in the process.

Indeed, NATO's attributions include maintaining peace and stability in Europe, not only through kinetic force, but, most importantly, through diplomacy in the hope to prevent armed conflict. NATO membership is not a prerequisite to engage in peace negotiations with Ukraine and Russia. The diplomatic trigger could have been pulled at any time and NATO's intelligence apparatus cannot afford the type of gaps observed and conceded in Ukraine's case, going back to the annexation of Crimea in 2014. NATO had eight years (2014-2022) to prevent the current situation in Ukraine. It failed. With so many commercial agreements con-

cluded between Russia and EU members, it is very difficult to ignore the existence of a mutual interest between the parties. Therefore, an *entente* was possible then, as it is possible today, to stop the war.

If good business partners are unable to get along, it is likely due to interference, by a third either party or a hidden irritant. There must be a hidden thirst for war in Europe. While many celebrate the spectacular effects of economic and commercial sanctions against Russia, warnings against unintended and adverse consequences must be processed diligently. The author ascertains that *weaponizing* major commercial, financial, and economic trade agreements will likely force other powerful countries to start looking for alternatives. Such pullout could be disastrous for the United States and its allies. Of course, China has already started to devise immunity schemes against this new weapon.

What is the difference between Russia shutting-off its natural gas valves in the middle of the winter and sanctions aimed at disabling Russia's ability to keep this essential product flowing westward? When do attacks on critical infrastructures become an act/declaration of war? Have Russian critical infrastructures been attacked through sanctions? What is the difference between using a malware to disrupt critical infrastructures dedicated to free flow of electricity, natural gas, and water in a city and the use of "sanctions" to attain the same objective? Is NATO knowingly or unconsciously at war with Russia? Are the parties involved directly and indirectly in this armed conflict fully conscious of consequences of their actions, when it comes to the application of the universal principle of precedent?

The sanctions regime will certainly fast-forward the "economic weapon" race aimed at creating a parallel trade system to compete with the United States. China, India, Brazil and the Gulf states are watching very closely. Simply put, the level of effectiveness of the sanctions are inversely proportional to the level of confidence in this forever-weaponized *financial system*. Is China likely to face the same fate in the future? Can the United States and its allies afford to sanction Russia and China simultaneously? Will they ever be able to do so without serious self-inflicted wounds?

Putting too much pressure on Putin could lead to catastrophic errors and miscalculations. As Biden slipped it in front of a global audience during his recent trip to Europe, *regime change* appears to be the grand strategy. Many analysts suggest that China's own sphere of influence would be reduced, if it were to side with the U.S. on Ukraine. Simply stated, one should never expect China to side with the United States on sanctioning Russia.

Early Ukrainian celebration and subsequent attacks in mainland Russia have galvanized public support to Putin at home: An approval he was searching for, since the beginning of his "special operations." On the other side of the spectrum, the atrocities reported in Ukraine clearly united the western world against Russia in important ways. However, the same level of energy should have been deployed to prevent the war.

As the U.S. prepares for the worst, China is doing the same. With economic sanctions as weapon, World War III has already started. The parties in-

cluded do not seem to be aware of it. At best, they have not acknowledged it. Some even deny it, for strategic reasons. Now, they must find a way to stop it. Will it go nuclear? Will China use Ukraine as a case study to deal with its own *sphere of influence's* claims in the South China Seas and beyond? Which party is doing the bluffing? Is this *game* getting too dangerous?

If there is one lesson to be learned from the invasion of Ukraine, given the current state of affairs in Haiti today, it should include this bleak reality: Russia's activities in its sphere of influence correspond to America's own claims over Haiti. Haiti is a preprogrammed disaster, as President Biden's Special Envoy Daniel Foote has conceded in his resignation letter.

As established in the book *Cyber Warriors at War* (2009), America's belated arrival in the Black Sea was merely a show. Thus, Ukraine 2.0 is a déjà vu situation, confirming its new policy toward NATO as 'virtual' allies versus the AUKUS as *real deal*. America should reckon with the fact that it can't not rule the world forever: Kingdoms rise and kingdoms fall, a natural law confirmed by Isaac Newton's scientific experiments.

Located in the backyard of the United States, Haiti has no chance to rise from poverty, in the absence of a true revolution to regain its sovereignty. If NATO members did not cry foul vis-à-vis Biden's complicit silence, Putin would have already secured Ukraine with much less violence than the world has witnessed in Libya, Iraq, Afghanistan, Haiti, and Syria in recent years. The United States can remain Haiti's friend, but it can no longer serve as its main national security partner, following Daniel Foote's confession and considering serious suspicion looming over the Biden-Harris administration's unwavering support to the presumed assassins of a sitting president in the Americas. The Biden-Harris's ill-conceived, continuous support to Haiti's tweet-laden Prime Minister Ariel Henry is a disturbing point in case. Other leaders in the region have also taken notice.

Separately, from Ukraine to Afghanistan, Saudi Arabia, and Haiti, the American shield has been ripped beyond repair by failed foreign policies shaped in large part by former Congressman, Senator, Vice-President, and actual President Joseph Biden. The current situation amounts to a bonus given to China on its new throne. Russia will not hesitate to exploit Biden's retreat from the world stage. Thus, between Winter Olympics and the fading days of the Covid-19 pandemic, Putin timely pulled the trigger. *Why did the Biden-Harris's administration mismanage to lose its most valuable asset—trust—simultaneously with Iran, Iraq, Afghanistan, Israel, Palestine, Turkey, and Saudi Arabia at this crucial moment?*

Though one might disagree with Putin's methods, it would be very audacious to deny the fact that strategic weapons placed on Russian borders constitute a provocation. From Putin's perspective, placing such weapons in Russia's backyard constitutes an act of aggression.

What would a commander-in-chief show public discord within NATO over the formation of AUKUS and withdraw troops from Germany, in only weeks leading up to the invasion of a strategic partner in Europe (NATO member or not)? Why would the commander-in-chief publicly disclose that

he would not engage U.S. troops in Ukraine, in an attempt to force other NATO members into following the "ride home" offer to Zelensky? Faulty intelligence is often at the root, Libya, and now in Ukraine.

Putting the war in Haiti's context, Dr. Hyacinthe, in a letter addressed to members of the UN Security Council asked the following question: **"Should Natives and Blacks accept the UN's long-standing principle [suggesting] that any other blood has more value than theirs?"** He carefully drafted a message of sympathy while voicing a legitimate concern in the following terms: "Asians, Arabs, Blacks, and Natives sympathize with Ukraine and demand that crimes of genocide committed against them capture the same level of attention by Western leaders and mainstream media." If Zelensky can order the UN Security Council to *dissolve itself*, the author can at least conclude with a call for reconfiguration or a new composition. The UN should reflect on the reality of a non-White world population, according to a new world order. The current situation is laughable. Why should the majority (non-White) continue to be dominated by an overly White UN Security Council (4/5)? UN's covert "selective democracy" policy is outdated and must be reviewed and amended. When it comes to changing the aforementioned defunct and undemocratic configuration, Biden should express the same level of enthusiasm vis-à-vis the nomination of a Black woman on the U.S. Supreme Court. If America genuinely embraced diversity, it would have been reflected in the composition of the UN Security Council.

In closing, the cause of failure to prevent the current armed conflict in Ukraine has been debunked. As conceded by the Biden-Harris administration, it is the hypotenuse of two powerful vectors: (1) absence of the EU's freedom to negotiate with Russia; (2) existence of altered and falsified dossiers in the most sensitive intelligence databases on Russia and Ukraine. U.S. Senator Bernie Sanders was not being anti-American when he challenged the cohort of hypocrites and warmongers who failed to prevent the conflict in Ukraine when he said, "To put it simply, even if Russia was not ruled by a corrupt authoritarian leader of the kind of Vladimir Putin, like the United States, it would still have an interest in the security policies of its neighbors. **Does anyone really believe that the United States would not have something to say if, for example, Mexico was to form a military alliance with a U.S. adversary?**"** The author shares Sanders's views and rejects any attempts to portray this fact-based analysis as anti-American.

*Haitian expert warning U.S. and Europe about their erroneous reading of Vladimir Putin's Grand Strategy, following Secretary of State Condoleezza Rice's 'dead on arrival' anti-missile defense shield. Rice is a revered U.S. expert on Russia. In the book *Cyber Warriors at War* (2009,) the Haitian expert renders his recommendations public to push backpressure from rogue U.S. agents who failed to act and retaliated by knowingly polluting and altering U.S. intelligence databases with the false information depicting Prof. Hyacinthe as a threat to U.S. National Security.

** PREPARED REMARKS: "Sanders Senate Floor Speech on

OBITUARY

Arsie Ruth Grant Dickson has left us

Last Friday (August 8), at the Tried Stone Missionary Baptist Church in Asheville, family, friends and fellow congregants bid goodbye to Arsie Ruth Grant Dickson, who left us, having gone ahead to our eternal home. I was there also in spirit, for she was my adopted younger sister from the Grant family that first welcomed me to the United States, in 1954, when Arsie Ruth was only 10 years old.

Arsie Ruth was 78 years old, her sunrise being on September 9, 1944, with the sunset on April 3, 2022. She had been in a nursing facility for eight months, before succumbing to kidney failure. She is survived by her daughter Faith Dickson Lynch (Lowe), of Charlotte, N.C., her sister Marye Grant McDaniel and her four brothers: Rev. Dr. Wesley Grant Jr., John A. Grant, Sr., Rev. Dr. Louis Grant and Rev. Dr. James Grant, plus her extended church family at Worldwide Missionary Baptist Tabernacle, in Asheville, N.C., founded by her late dad who, along with her mother, born Arsie Miller, have welcomed her home.

That Worldwide Missionary

Baptist Tabernacle remains a testimony to the lasting work of Rev. Pastor Grant Sr., its founder. Two of the Grant sons are continuing the ministry of that great man: His third son Louis is the senior pastor there and James, the most junior son, is the titular pastor. Pastor Grant is memorialized by his city, with Asheville's Park and Recreation agency inaugurating a center, in his name in 2011: "**Dr. Wesley Grant Sr. South Side Community Center.**"

Regarding James, with whom I am in contact, he was only two-and-a-half years old when I first saw him in August 1954. Besides pastoring at Worldwide Missionary, the Rev. James Grant is vice-moderator of the Mud Creek Missionary Baptist Association, covering some 30 congregations in western North Carolina, many of the churches where the late Rev. Wesley Grant took me during my summer visits to the family while I was in school in Chicago. Several of them contributed to my education.

My ties to the Grant family will be forever, for it was the patriarch of the family who made

it possible for me to come to the United States. Through his contact with Billy Graham, he came to Haiti in April 1954, to be the keynote speaker at the Convention of the West Indies Mission and the MEBSH (Mission Évangélique Baptiste du Sud d'Haïti). Coming from the then segregated



southern U.S., he was visibly ill at ease to have a White missionary interpret for him. He kept asking the director of the mission if there was not a Haitian brother who could interpret for him. And

the answer came back: "The Haitians speak Creole and French. They don't know English." Working at the director's office as a typist, I was hearing the conversation. At one point, I said, "I will interpret for him!"

That was the surprise of the day because, though I was fluent in English, I never let the missionaries know anything about that. So, Pastor Grant and the missionaries rushed to my desk, and one of them asked, "Raymond, since when do you speak English?" Coily, I responded, "For a while!" Certainly, there was no secret for me about what went on at the mission because all sorts of conversations took place at the office of the director.

To shorten a long story, I interpreted for Pastor Grant during the four days of the April 1954 Baptist Convention in Les Cayes. On Sunday, the last day of the Convention, Pastor Grant pulled me aside and asked, "Young man, what do you want to do?" I told him I wanted to study in America. "What do you want to study?" "Biblical languages," I shot back, "because I want to put the Bible in the Creole language of the Haitians." At one point, he said: "Count on me!" By August, I was in the United States with a scholarship that covered everything. And the first house in which I slept was at 97 Choctaw Street, where the Grant children, all younger than

I, considered me as big brother. By the way I did the first Creole translation of the New Testament with Psalms, published in October 1960 by the American Bible Society.

When I first took charge of the Haitian Embassy in Washington in 1990, Rev. Grant visited me while he was conducting a week-long revival meeting at a church in the D.C. region. Riding with me in the chauffeured Cadillac of the chief of mission, at one point, he exclaimed: "My Raymond Joseph, Ambassador of Haiti to Washington!" To which I responded, "I may be Haiti's Ambassador to Washington, but you are Ambassador of the Most High!" He laughed heartily, and said: "I like that!"

In February 2007, while I was back in Washington as Haiti's ambassador, I made it a point to be in Asheville, at Rev. Grant's funeral. I felt honored that in the obituary note passed out to the assistance at the Worldwide Missionary church, completely full, I read in the condolences, "To his missionary son, Ambassador Raymond Joseph."

Unfortunately, taking all sorts of precautions during this era of COVID-19, I was not in Asheville for the last goodbye to my sister, Arsie Ruth, who only has gone ahead.

Raymond Alcide Joseph
13 April 2022
raljo31@yahoo.com

LE COIN DE L'HISTOIRE

Cambriolage nocturne à la rue Saint-Joseph

Par Charles Dupuy

La scène que je vais vous raconter s'est déroulée, au début des années 1960, dans la ville du Cap-Haïtien. Quelques amis se trouvaient réunis, entre gens de bonne compagnie, et devisaient de choses et d'autres, quand ils en vinrent à estimer la valeur en capital des bourgeois les mieux nantis de la ville. En apprenant que l'un de ceux-là se trouvait en vacances, à la campagne, et que sa maison, située à la rue Saint-Joseph (rue-13) était alors inoccupée, ils décidèrent, d'un commun accord, d'aller chercher le coffre-fort où l'avaricieux cachait sa fortune.

Il était aux environs de minuit quand ces messieurs mirent l'opération en branle. Dans le but d'éloigner les curieux, un lieutenant de police, qui faisait partie du groupe et en avait résolument pris la tête, posta un policier à la rue Espagnole, avec la mission de détourner les automobilistes tentés d'emprunter la rue 13. À cela, on ajouta quelques panneaux interdisant la circulation automobile dans le secteur pendant que ces messieurs entraînaient

par effraction dans la maison déserte du vieil harpagon, s'emparaient du coffre-fort tant convoité et, l'opération terminée, disparaissaient dans la nuit.

Quand, nos cambrioleurs improvisés ouvrirent le coffre-fort, au lieu des entassements de billets verts et de pièces d'or auxquels ils s'attendaient, ils découvrirent des liasses de feuilles de papier. C'étaient les actes de vente à réméré ou des prêts hypothécaires, autrement dit des propriétés que l'usurier destinaient à la saisie, à faire entrer dans son patrimoine, en cas de défaut de paiement des emprunteurs. Comme ces documents étaient inutilisables et donc dénués de toute valeur, nos hommes eurent la brillante idée d'échanger le coffre contre de l'argent, autrement dit de demander à leur victime d'acheter le précieux bien qu'ils lui avaient dérobé et gardaient en leur possession. Signalons ici qu'en apprenant son malheur, le vieux grigou, désespéré, s'était si violemment frappé la tête contre un mur que l'on pensa, assez justement d'ailleurs, qu'il voulait s'ouvrir le crâne. On rappela alors en ville comment l'homme n'était qu'en culottes courtes que

déjà il commençait sa carrière de fesse-mathieu. On se souvint, par exemple, qu'il eut à prêter contre intérêt une petite somme d'argent à un tailleur de son voisinage, et comme celui-ci tardait un peu trop à lui remettre son argent, il s'était, d'un vif mouvement, emparé des ciseaux de l'artisan lequel, privé de son outil de travail, fut réduit à restituer illico la somme empruntée au garçonnet. Garçonnet qui, devenu adulte, comptera, comme de raison, parmi les hommes les plus avaricieux, les plus cupides et les plus antipathiques de la ville.

En attendant, ceux qui s'étaient emparé du coffre-fort allèrent trouver l'évêque du diocèse, Mgr François-Albert Cousineau, pour qu'il leur serve de négociateur dans l'affaire. Doté d'un grand sens du théâtre et de la communication, Mgr Cousineau fit aussitôt lire à la radio un message pastoral dans lequel il fit appel au sens chrétien des cambrioleurs à qui il offrait ses services afin qu'ils puissent restituer en toute discrétion le coffre-fort qu'ils avaient subtilisé à son propriétaire.

On ne saura jamais quelle somme d'argent le fieffé vautour

remit à l'évêché, afin de récupérer son bien. On sait seulement que ce fut un assez gros montant pour combler d'aise nos larrons qui empochèrent leur magot et disparurent dans la nature. L'évêque fit alors publier un communiqué triomphant pour annoncer au public que son appel avait été fort heureusement entendu par ces quelques fils de la ville qui, un moment égarés, avaient rendu le coffre-fort à son légitime propriétaire et qu'ainsi, à la satisfaction générale, tout était rentré dans l'ordre et la règle.

À l'exception de l'officier sur lequel pesaient de très lourds soupçons. Ceux-ci entraînaient son renvoi de l'armée et son départ définitif pour l'étranger. On ne sut jamais le nom de ses complices et personne ne fut interrogé

par les autorités policières chargées de l'enquête. En ce sens, on peut dire que le cambriolage de la rue Saint-Joseph, au Cap-Haïtien, fut une opération parfaitement réussie.

C.D. coindelhiste@gmail.com Les lecteurs intéressés à faire l'acquisition de mon dernier livre, *Une histoire populaire d'Haïti*, peuvent appeler à ce numéro : (514) 862-7185.



460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè pèp la di li BOUKE, li ka tounen Woulo Konpresè.

Sa w pran se pa w !

Asireman nou pran nouwèl mounn yo nan Okay, kapital Depatman Sid peyi a, ki di yo **BOUKE** ak jan gouvènman Premye Minis de fakto Aryèl Anri a (Ariel Henry) ap pase yo nan betiz. Se konsa, youn vil, ki gen repitasyon mounn dosil, ki pa janm pran devan nan fè kabouya nasyonal, vin twouve se li ki « *au-devant de la scène* », jan yo di an franse a. Epi jan nou wè bagay yo ap dewoule, se tout lòt kote nan peyi a ki ka suiv egzant Okay la. Woulo Konpresè a ap pran lari kote nou pa ta atann. Gen mounn ki ka fè sezisman.

Jan nou te rapòte sa, bagay yo te kòmanse byen pezib, jou dimanch ki te 27 mas la, 2 jou avan 35èm anivèsè Konstitisyon pèp la te vote nan dat 29 mas 1987 la. San pa t gen krazè brize, nan jou dimanch sa a, pèp Okay te pran rele « **Anmwey! Nou BOUKE!** » Wi, se te youn sèl gwo rèl : « **Nou BOUKE kont kidnapi! Nou BOUKE kont ensekirite! Nou BOUKE kont lavi chè!** »

Nan lendi, ki te 28 mas, se te manifestasyon pirèd. Epi nan dat 29 mas la menm, pandan mounn Pòtoprens te pran lari tou, Okay te deja sou 3èm jou manifestasyon, e sa te pral vire mal. Kòm nou konnen, te gen anpil jenn gason byen detèmine ki te pran lari jou sa a. Yo te monte jouk Kans, anviwon 9 kilomèt konsa de anba lavil la, kote gen ayewopò Antwàn Simon an, epi yo te boule youn avyon.

Se lè sa a Premye minis de fakto a, doktè Anri, vin konprann mounn yo pa nan rans vre. La tou li pale pou l di jan l regrèt sa k pase a. Li prezante senpati bay mounn yo, Ameriken, ki pèdi avyon an. Li pase lòd pou louvri ankèt tousuit, pou jwenn mounn ki responsab zak la, ki dwe jwenn bonjan pinisyon. Kanta pou mounn ki te gen pitit yo mouri anba bal Lapolis jou sa a epi lòt ki te blese, sa pa t regade l. Se kesyon boule avyon an ki se youn gwo mèvèy, sitou ke sa te pral fè pwopriyetè avyon Ayiti yo pran prekasyon e menm ralanti sou vwayaj pa avyon ki t ap rapòte yo milyon dola, lajan ki, san dout, separe antre yo, tout gwo zouzounn yo, san manke pa Premye minis la, natirèlman.

Se swa kesyon gang Matisan an regle osnon Aryèl Anri bay talon l

Mounn Okay vin pi fache toujou lè yo tande revaksyon Premye

minis la. Se konsa, yo deklare pral gen 2 lòt jou manifestasyon, 7 ak 8 avril, kivedi jedi ak vandredi ki sot pase a. Lè Premye minis la tande sa k te pral pase, la tou li mande pou otorite Lajistis Okay yo kanpe sou kesyon envestigasyon pou jwenn mounn ki te koupab nan kesyon avyon an. Kivedi li santi sa pral tounen youn gwo deblozay ki ka pase byen mal pou li. Nou ka konprann sa, paske mounn Okay yo ap egzèsè dwa yo, kòm sitwayen, y ap mande pou bagay yo chanje, pa nan bouch, men chanje toutbon.

Kijan nou konprann sa, depi premye jou mwa d jen lane pase rive premye avril jou Pwason Davril la, sa fè 10 mwa depi gang pran kontwòl Matisan, la pi devan pòtay Leogán, anba bouch Pòtoprens, la sou Wout Nasyonal nimewo 2 a, epi yo koupe tranzaksyon ak 4 depatman : Sid, Grandans, Nip ak Sidès, kivedi zòn Jakmèl. Menm 3 gran vil ki fè pati depatman Lwès la— Leogán, Gran Gwan ak Tigwav—, pran menm kout baton 4 depatman yo. Gang mete prèske 20 mil mounn deyò lakay yo nan zòn Matisan e ozalantou. Jan yo kontwòle Wout Nasyonal nimewo 2 a, kamyon nan zòn ki koupe ak kapital la pa ka travèse vin Pòtoprens. Madan Sara yo pa ka fè konmès jan yo te konn fè. Ekonomik peyi a afekte e malerez fè eksperyans lan nan pri tou sa y ap achte ki monte wotè syèl. Epi grangou blay toupato. Mezami, sa se twòp atò!

Se sa k fè nan manifestasyon Okay yo nan dat 7 ak 8 avril la, mounn yo te di yo **BOUKE** ak gang ki kontwòle zòn Matisan an. Se pou Aryèl Anri debouye tankou Mèt Jan-Jak, fè sa l konnen pou rezoud pwoblèm sa a. Li fè twòp pwomès ke l pa janm kenbe. Se pa ni ayè, ni avanyè nou tande l te di kesyon gang Matisan an, sa pral regle toutalè. Vwala ke l chita nan biwo l nan Pòtoprens, depi 20 jiyè 2021. Dat 20 avril ki pral rive sou nou lòt mèkredi a pral fè msye 9 mwa depi l chita ap gade gang yo k ap dechèpiye mounn, touye youn bann lòt, fòse youn bann biznis fèmen, menm bank pa fonksyonnen nan Matisan ankò. Epi nou pa ka bliye « *Médecins Sans Frontières* », gwoup doktè ak enfimye Franse yo, ki t oblije fèmen Sant Medikal yo te genyen nan zòn Matisan an pou pran swen malere. Enben, mounn Okay di yo **BOUKE** chita ap tann Aryèl Anri fè travay li jansadwa. Sa l pran se pa l.

Èske gen fason pou Aryèl Anri reziste lè 4 depatman kanpe ?

Jan nou wè kesyon an, si Aryèl Anri pa debouye l regle kesyon gang Matisan an byen vit, se pral tout 4 depatman edmi peyi a ki pral kanpe pou yo di yo pa ka kontinye resevwa tout baf sa yo nan men msye, ki chita byen alèz ap touche gwo lajan epi ap fè ga-



Sineas Rawoul Pèk.

gòt ak lajan peyi a, pandan anplwaye Leta pa touche, pandan li pa ka rezoud pwoblèm gang ki vin mèt peyi a.

Se swa Ayiti vin tounen peyi Aryèl ak gang li yo, osnon se peyi



Fe facto Prime Minister Ariel Henry

pèp Ayisyen an. Nou deja santi ke Woulo Konpresè a pral deyò prèske nan tout vil nan Sid, Nip, Grandans, Sidès e menm nan Leogán, Grangwav ak Tigwav. Lè sa a nou pral konnen si Premye minis de fakto a pral kapab mobilize tout fòs Polis ak Lame l la pou krabinen pèp la. Si yo akseptè fè djòb sèkèy la! Fòk nou pa bliye kijan Aryèl Anri te mobilize anviwon 10 mil polisye ak 5 mil mesye lame l yo, lè l te vle ale, kout ke kout, nan Gonayiv pou Premye janvyè ane sa a. Men jan nou te rapòte sa, msye te fè bèkate nan Gonayiv kanmenm !

Kidonk, Aryèl Anri ka jwenn ak zo grann ni nan kesyon gang Matisan sa a. Paske mounn Okay di se swa jamè, yo pa ka kontinye nan pran avyon pou vin Pòtoprens. Menm si yo ta vle fè sa san rete, yo pa gen ase lajan pou peye pri tikè ki monte tèt nèg, 2, menm 3 fwa lavalè sa mounn te konn peye oparavan pou Vwayaj Okay-Pòtoprens. Se kòm si se youn aranjman ki fèt ant gang yo, mèt avyon yo ak otorite Pòtoprens yo, pou fòse mounn Okay depanse kòb yo nan avyon, paske yo pa ka itilize Wout Nasyonal Nimewo 2 a pou rantre Pòtoprens.

Mounn nan lòt depatman

yo, tankou Grandas ak Nip, se pa lanmè yo vwayaje al Pòtoprens kounnye a, byen ke mounn Jeremi pafwa ka pran avyon tou, paske gen youn ayewopò Jeremi. Men la tou, yo **BOUKE** ak klas vwayaj sa yo. Kanta pou mounn Jakmèl menm, y oblije fè wout pa bwa, yo pase pa Marigo, yo pran mòn pou yo epi yo vin parèt nan zòn Furcy ak Kenscoff, pou desann Petyonvil epi rantre Pòtoprens. Se konsa tout mounn sa yo rele anmwey! Yo di yo **BOUKE**, peyi pa ka rete sou kontwòl gang konsa. Se swa Aryèl Anri bay rezilta tousuit sou kesyon gang Matisan an, osnon se rache manyòk li epi bay tè a blanch. Plas li pa nan Primati a. Si sa pa fèt, sa l pran se pa l. Pèp la **BOUKE** avè l.

« Nou nan lagè », selon sa Raoul Peck eksplike

Epi se nan menm moman sa a, Raoul Peck, ke tout mounn konnen kòm youn ekspè nan fè film, ki te fè youn kout Minis Kilti, vin fòre bouch li nan kesyon an. Li fè pibliye youn « *Lettre Ouverte* », nan jounal *Le Nouvelliste*, vandredi pase, 8 mas la. Se youn lèt li te adrese bay Premye minis defakto a avèk tout zanmi konplis li yo ki mete peyi a nan eta li ye a. Pami youn pakèt verite Raoul Peck met atè, li fè konnen ke gang yo nan konfyolo ak lòt gwo mounn k ap fè lajan tou nan kidnapi ak nan ensekirite an jeneral. Alò n oblije mande Aryèl Anri ki aranjman li fè ak gang Matisan yo. Èske gen lòt lajan ki rantre anplis de sa l ap pran nan men pwopriyetè avyon yo. Vrèman, Ayiti pran nan 3 Wa, paske otorite ki ta sanse la pou bay pèp la sekirite ap fè jwèt sou kote ak gang. Sa se twòp atò!

Mwen wete chapo m devan Raoul Peck lè m wè jan l esplike ke gen gwo bisnismann ki responsab pou kesyon gang lan tou, paske yo peye bandi yo pou kamyon yo ka opere san kont epi pou machandiz yo rive alè kote yo vle l la, san pwoblèm. Paske sa k enterese mesyedam sa yo se konmès y ap fè ojou lejou. Men, Mesye Peck di se konprann yo pa konprann, bandi yo se tankou

youn koulèv ki vin tèlman anfòm, pa gen fason pou yo fè yo rantre anndan boutèy la ankò.

Epi m ap itilize pawòl Raoul Peck yo pou m di pèp la fòk tout mounn fè sa yo dwe fè, mete men yo alapat, jan yo di pawòl la : « *Okenn sitwayen pa ka di yo pa okouran sa k ap pase a. Pa gen pèsoun ki ka fèmen bouch yo devan soufrans pèp la ki pa kapab ankò. Pèsoun pa ka di y ap pran pòz inosan yo, yo p ap fòre bouch nan zafè gouvènman, sa pa regade yo* ».

NON! « *Nou nan lagè. Se lagè kont tout youn peyi. Se lagè kont tout popilasyon an. Pa gen fason pou n pa rantre nan batay!* »

Epi pou Aryèl Anri menm, ki konprann li gen pwoteksyon ak CORE Group, mesye diplomat etranje nan Pòtoprens yo, ki te mete l kote l chita a, li fèt pou konnen ke y ap vire do ba li, osito ke mounn nan peyi kote yo soti yo wè pèp Ayisyen an kanpe byen djanm pou di li p ap pran sa nan men Aryèl Anri ankò. Yo **BOUKE ! Nou BOUKE !** Tout pèp la **BOUKE !** Se pou Woulo Konpresè a demare. Sa w pran se pa w. Se ou menm ki chache sa. Epi jan pawòl la di : *Larivyè avèti pa touye kokobe !*

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen
13 avril 2022
raljo31@yahoo.com**



Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BLK. UNION & PRELUDE)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

HAPPENINGS!

Continued from page 1

ty slogan because the motives behind that dastardly act are not, perhaps cannot, be addressed.

The authoritative *Washington Post* daily published a long and detailed article April 8, at the nine-month anniversary of the assassination in which three reporters —Widlore Mérancourt, Amanda Coletta, Claire Parker, and Samantha Schmidt—have recounted almost everything known so far about that daring act. Though “multiple theories” have been advanced regarding the assassination, the motive for it remains “a mystery,” they write. One is baffled as to how this could have happened without anyone in the president’s elaborate security detail suffering a scratch. Are we about to know the motives and those who were really behind the assassination? For, the *Washington Post* headline states, “**Haiti’s assassination probe has stalled. The U.S. one is advancing.**” But is it really?

Where do the Prime Minister and the Haitian Police Chief fit in the picture?

Dozens have been arrested, the journalists report, with at least two key figures supposedly involved in the plot in the custody of the U.S. authorities and a third one soon to be delivered to the Americans. The current de facto Prime Minister, the neurosurgeon Ariel Henry, is among the suspects, for his conversations with the mastermind of the plot, Joseph Felix Badio, before and after the assassination are a matter of record. By the way, Badio, for whom an arrest warrant has been outstanding from day one, is still on the lam and had sought the protection of the Prime Minister after the assassination. As for Dr. Henry, he’s untouchable, being strongly supported by the so-

called Core Group of Western diplomats in Port-au-Prince, who had engineered his rise to power, with the ascent of the United States.

It’s a fact that Mr. Moïse had angered powerful individuals among those called “oligarchs,” who had benefitted from government contracts, especially in the field of energy. For example, in the case of Sogener, a private electricity provider to the government, owned by the Vorbe family, he unilaterally annulled that contract and seized the company’s assets. At one point, Dimitri Vorbe, Sogener’s CEO, fearful for his life, was living in Florida.

In their all-encompassing story, the *Washington Post* reporters say nothing about the Director General of the Haitian National Police (French acronym HNP), who was urgently called by President Moïse on the evening of July 6-7, when his life was in danger. Based on declarations made to a Colombian organ by one of the Colombian “mercenaries” detained at the Penitentiary in Port-au-Prince, they were working under order of Police chief Léon Charles. Their mission was not to kill the president, but to have him arrested and transported to another country, which isn’t named.

Interestingly, Mr. Charles has since returned to Washington to his previous post as Haiti’s Ambassador to the Organization of American States (OAS). Just like Prime Minister Henry, he seems to enjoy some immunity, no questioning of him being allowed by those supposedly conducting the investigation on the assassination of Mr. Moïse.

Other considerations regarding motives for Jovenel Moïse’s assassination

On another matter, there has been no follow-up on an information

that Jovenel Moïse was to be arrested at the airport in Port-au-Prince on his return from a trip to Turkey in late June and flown out of Haiti to an unnamed country. At the last minute, the aircraft that was to be used in that action was no longer available, it was reported. No reasons were given for this. Had that taken place, it would have been treated as a case of kidnapping, discrediting those that would have engineered and financed the project.

The *Washington Post* reporters make no mention of the president’s trip to Turkey, neither of another action that couldn’t have pleased the administration in Washington. Before the trip to Turkey, on June 2, Jovenel Moïse had welcomed Sergey Melik-Bagdasarov, Russia’s designated ambassador to Port-au-Prince, who presented his credentials to the Haitian president. To be noted, Ambassador Bagdasarov arrived in Port-au-Prince from Caracas, Venezuela, where he’s also accredited as Russia’s ambassador to President Nicolas Maduro’s government, which is not recognized as legitimate by Washington, which backs a rival shadow government headed by Juan Gaiadó. Obviously, Jovenel Moïse was joining forces considered as adversaries of the American administration.

Two weeks after that opening to the eastern bloc, on June 17, President Moïse, accompanied by his wife Martine, headed a delegation of more than 20 individuals to the Antalya Diplomacy Forum in Turkey, where he again rubbed shoulders with some Russian diplomats, also invited to the conference. High on the agenda for discussion were security, energy, and investments.

On his return home, June 19, Jovenel Moïse was ecstatic because he probably wrapped up the deal that he had discussed, in a telephone conversation in No-

vember 2020, with his Turkish counterpart, President Recep Tayyip Erdogan. That had to do with floating power plants that would provide electricity to Port-au-Prince and Cap-Haïtien, Haiti’s two largest cities.

Then, on July 7, exactly 18 days after his triumphant return from Turkey, on top of his diplomatic coup of June 2, when he tilted east, he was assassinated with 12 bullets pumped into him. Certainly, of all his previous actions that had made him so many enemies, including double-crossing some drug-trafficking partners, his newly found friendship with Russia may have been the last straw that broke the camel’s back.

And some evoke karma in the assassination of Jovenel Moïse

Others, especially the experts in reading tea leaves, assert that what happened to Jovenel Moïse was karma. They mention the many killings he ordered, the most spectacular of which was that of Monferrier Dorval, Esq., the president of the Port-au-Prince Bar. He was assassinated August 28, 2020, at the gate of his property, just yards away from the presidential residence at Pèlerin 5.

About that assassination, the president had boasted, on Le Point, televised show on Radio-TV Métropole that the lawyer “died at 10:15 [that evening], and my wife showed me the video [of the execution] three minutes later.” If that’s not self-incrimination, I don’t know what is. He didn’t allow the DCPJ, the Central Directorate of Judicial Police, in charge of police investigations, to question his wife about what she knew concerning the assassination.

It’s worth mentioning that in a telephone interview with radio Magik-9 FM that day, the 64-year-old eminent lawyer had complained about a lack of leadership for the country, stating that “the government is dysfunctional and that is why we are suffering.

We must change the government and we must do this via the constitution.”

One would have to admit that the late Dorval was right about the dysfunction of the government. Otherwise, if President Moïse was really in charge, he couldn’t have been assassinated in the bedroom of his highly secured home in such a horrible manner. Meanwhile, “**Justice for Lawyer Dorval**” also has become a slogan, though not in pro-Moïse circles.

In the last analysis, let’s be realistic about the assassination of Jovenel Moïse. Are we to believe that a “Banana Man” of a president will fare better than the revered President John Fitzgerald Kennedy, who was assassinated in broad daylight, in Dallas, Texas, on November 22, 1963? To be recalled, the dictator of Haiti, François “Papa Doc” Duvalier, who was not a fan of Kennedy who had opposed his rule, did organize a feast at the Palace in Port-au-Prince that November day, where champagne had flowed. He even boasted that he got rid of Kennedy on the 22nd, the day on which he’s accomplished all his deeds, good and bad. But the U.S. authorities banalized his boast.

It’s more than 58 years since the Kennedy assassination and we still do not have a satisfactory explanation of who were behind such that daring act and why. At least one apparent trigger puller in the case, Lee Harvey Oswald, was caught, but he also was assassinated in broad daylight, while under police escort going to court. He never had time to spill the beans about what he knew. Yet, some idealists believe they can do better in the case of Jovenel Moïse. Hopefully, the individuals currently alive who know who were the real engineers of Jovenel Moïse’s assassination, and the motive thereof, may be spared Lee Harvey Oswald’s fate. Good luck to all!

RAJ
13 April 2022
raljo31@yahoo.com

An “Open Letter” of Raoul Peck to “Ariel Henry and his accomplice friends” lays bare the plight of Haiti, calling for immediate solution

By Raymond A. Joseph

He’s an eminent film maker, who also had a short stint in government as Minister of Culture, but his astute analysis of Haiti’s current situation makes him one of the best and fearless analysts, in my view. His “Open Letter,” published last Friday, April 8, in the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste*, to the de facto Prime Minister Ariel Henry and his direct and indirect accomplices, is a masterpiece that deserves much attention. We have taken

the liberty of making available to our anglophone readers key passages of the text that we have translated.

Poetically, he writes about breaking his silence: “*To speak out has been imposed on me whenever the cry of my country needs to be amplified, especially when the dogs won’t bark because they’re on watching mode. Today, it’s one of those days when one cannot keep mum. One must oppose the silence of the cowards.*” Thus, we let him speak out:

“To Mr. Ariel Henry and his friends, the accomplices:

“No citizen can keep silent, faced with the sufferings of his/her country.

No citizen can say he/she did not know.

To be silent is to become an accomplice of the unacceptable.

No one can pretend innocence, impartiality or neutrality in this war. For it is really about a war: A war against a whole country. A war against the population. . . . There’s no way not to be fully involved.”

The illegality and nullity of Ariel Henry

In what I would call an epistle, Raoul Peck addresses various sectors of society that he blames for the current state of affairs in Haiti. He begins first with Ariel Henry and his accomplice friends by stating: “*To those of you, men and women, considered so upright, but who have sold yourselves, having accepted and still are accepting ministerial posts in an illegal and unethical government! In an era of make-believe, ministers are squatting in*

some ministries, pretending to be taking certain decisions, traveling here and there, managing nothing, but having fat salaries and being involved in shady commercial deals.

Then he addresses the Prime Minister directly: “*Mr. Henri, who made you king? Was it President Jovenel Moïse who, after all, no longer had a constitutional mandate? Was it the tweet of your protectors of the Core Group? . . . Even if you were con-*

Continued on page 14

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 3

el Henry

Dans une longue entrevue accordée à Francklyn B. Geffrard, de RHINEWS, l'ambassadeur Daniel Foote, ex-envoyé spécial du président Biden, dans le dossier Haïti, s'est exprimé sans ambages, disant : «... si Dr. Ariel Henry et ceux qui sont autour de lui veulent du bien pour leur pays, ils doivent démissionner immédiatement pour faciliter une issue à la crise haïtienne qui a déjà trop duré ».

Suite à cet article, qui avait paru, le 27 mars, M. Foote, toujours dans une déclaration à RHINEWS, dit que le Premier ministre Henry fait obstacle à l'investigation sur l'assassinat de Jovenel Moïse. « Je ne dis pas que c'est lui l'assassin », avant d'ajouter : « Mais il doit se mettre à la disposition de la justice haïtienne et internationale afin de faire le jour sur le meurtre du 7 juillet. Ariel Henry doit s'expliquer sur ses conversations téléphoniques avec Joseph Félix Badio, l'un des suspects clés qui aurait planifié le complot d'assassinat de Moïse ». (Voir en page de garde un article de Léo Joseph concernant l'ambassadeur Foote).

*France présidentielles, Emmanuel Macron et Marine Le Pen en ballottage

Lors du vote, dimanche dernier, en France, pour réduire le nom-

bre de candidats à la présidence, des 12 prétendus, y compris l'actuel président, trois ont émergé :



Le président français Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron, avec 27,8 % du suffrage, soit 9 784 985 votes; Marine Le Pen, 23,1 % avec 8135 456 votes; et Jean Luc Mé-



La candidate d'extrême droite à la présidence française Marine Le Pen.

lenchon, 22 % et 7 714 574 votes.

Alors, ce sera le président sortant, Macron, 44 ans, centriste, face à Mme Le Pen, de l'extrême droite, au second tour, le 24 avril.

La gauche, avec Mélenchon, a démontré sa force, et pourrait apporter de l'eau au moulin de l'un ou de l'autre. On doute, toutefois, que Mme Le Pen soit la bénéficiaire de défection du candidat de gauche.

Cela donne froid au dos, cependant, quand on entend dire que Marine Le Pen gagne du terrain dans les sondages, parce que le président Macron avait négligé la situation économique en proie à une poussée inflationniste qui ne cesse de grimper. Il impute cette négligence à forte préoccupation qu'a causée la situation en Ukraine.

Concernant cette guerre de Vladimir Poutine, que le président Macron dénonce et fait de son mieux pour qu'une issue soit trouvée à courte échéance, cela pourrait nuire à Mme Le Pen qui, dans le temps, était une fanatique du leader russe. C'est vraiment drôle que ces leaders de la droite, comme elle et un autre comme Donald Trump, aux États-Unis, puissent se positionner en admirateurs d'un leader qui aura du mal à s'expliquer comment il a pu choisir de se transformer en « boucher », accusé de « crimes de guerre ».

*La guerre continue en Ukraine, un nouveau général prend charge

La Russie déploie plus de troupes vers l'Est et le Sud de l'Ukraine, dans des régions à fortes concentrations de populations russes en

ukrainiennes. De l'avis des experts, une colonne de tanks alignés sur une étendue d'environ



Ambassadeur Daniel Foote dit à Ariel Henry, l'heure de partir est arrivée.

13 kms, pourrait être le signal d'un assaut final.

Le nouveau général russe s'identifie comme étant le colonel-général Alexander Dvomi-



Le général Alexander Dvomiakov, le boucher de Syrie, déployée en Ukraine.

kov qui, lors des opérations militaires russes, en Syrie et ailleurs, a fait montre d'une brutalité sans pareille contre la population civile. Le voilà, maintenant chargé

des opérations en Ukraine.

*Le lieutenant-gouverneur de New York démissionne, après son arrestation

Arrêté pour répondre aux accusations de fraude financière, lors d'une précédente campagne, le lieutenant-gouverneur de New York, l'Afro-Américain Brian Benjamin, a démissionné hier, mardi 12 avril, de son poste de deuxième personnalité politique de l'état de New York.

En annonçant la nouvelle, la gouverneure Kathy Hochul a déclaré : « J'ai accepté la démission de Brian Benjamin, effective immédiatement. Tandis que le processus légal est enclenché, il est clair, et pour lui et pour moi, qu'il ne peut pas continuer à être lieutenant-gouverneur ». Elle devait ajouter : « Les Newyorkais méritent de faire une confiance absolue à leur gouvernement, et je continuerai à œuvrer, au jour le jour, pour m'acquitter de cette exigence ».

Quelle leçon pour nos « laideurs », en Haïti qui, voleurs et assassins, continuent de s'accrocher au pouvoir, ne faisant rien pour résoudre la crise sociopolitique qui perdure, s'empressant de s'enrichir davantage, pendant que la grande majorité des citoyens croupit dans la misère, victime permanente de l'insécurité.

Pierre Quiroule II
13 avril 2022

raljo31@yahoo.com

GRANDE SURPRISE DANS LA DIPLOMATIE

Mission impossible en Haïti, Kenneth Merten tourne les talons...

Avant de partir pour Washington : des révélations et des non-dits...

Suite de la page 1

poste dans ce pays, dans une capacité que d'aucuns pourraient qualifier de rétrogression. Avec toute la sérénité que procure son instinct de diplomate, il a su assumer, avec beaucoup de grâce, les déceptions qu'il a encaissées en territoire haïtien.

En effet, lors d'une conférence de presse, en la résidence officielle de l'ambassadeur, il a reçu une flopée de journalistes à qui il a fait part de la fin de sa tâche, en Haïti, et son départ de la capitale haïtienne, donnant l'impression que sa mission a tourné court et qu'il ne lui reste plus rien à faire dans leur pays. Il a profité de l'occasion pour instruire les Haïtiens, ceux qui avaient des illusions par rapport à leurs attentes vis-à-vis de son pays, de se détromper. Aussi a-t-il déclaré qu'il était venu en Haïti, pour servir son pays et non pour aider à résoudre la crise haïtienne, ni à

trouver des solutions aux problèmes des Haïtiens. C'est, d'ailleurs, la conduite de tous les diplomates. Il dit recevoir ses émoluments de États-Unis, c'est donc à eux qu'il doit son allégeance, et ce sont leurs intérêts qu'il défend.

Mais c'est dans l'interview accordée au rédacteur en chef du *Nouvelliste*, Frantz Duval, que Kenneth Merten a laissé parler son cœur par rapport à ses derniers déboires en Haïti.

Les péchés des élections de 2010 évoqués

Aucun doute, Kenneth Merten ne reste pas indifférent par rapport aux critiques acerbes qu'il a essuyées pour son rôle dans les décisions ayant occasionné l'élection de Michel Martelly à la présidence d'Haïti. Quand bien même il n'aurait décerné de blâme à qui que ce soit, il ne laisse aucun doute qu'il est conscient de cette « monstruosité ». Bien qu'il veuille offrir une certaine justification des actes posés alors.

En effet, il s'explique en ces termes, à ce sujet :

« Ce que nous avons fait en 2010 c'était de nous assurer que les votes de tous ceux qui ont pris



Ambassadeur Kenneth Merten,

le risque d'aller voter soient respectés. L'OEA, l'Union européenne, les observateurs haïtiens, tout le monde était d'accord avec ce qui a été fait... ».

Et l'ambassadeur Merten enchaîne avec ces paroles : « À cette époque (2010-2011) tout le monde était convaincu que Préval et Célestin voulaient tricher. C'est

ce que les gens ont pensé. Ce que nous avons fait, c'était de nous assurer, de concert avec tous les autres acteurs sur le terrain, que les résultats reflètent la volonté populaire. C'est tout ».

Comment contribuer à réparer les torts causés à Haïti par la corruption?

M. Merten s'est lamenté sur les frustrations qu'il a rencontrées en traitant avec les acteurs politiques, qui se disaient à la recherche d'un accord global, en vue de la résolution de la crise politique. Il donne l'impression d'en vouloir à cette catégorie (les négociateurs) qui, selon ses explications, affichent une insouciance crasse à l'égard de la nation souffrante. Aussi a-t-il dirigé cette flèche en direction de ceux qu'il prend pour des « récalcitrants impénitents » : « Le peuple sait de quoi le pays a besoin. Ce sont les acteurs de la classe politique qui n'agissent pas toujours dans un

sens responsable et pour répondre aux attentes de leurs votants. C'est une déception ».

Sous le chapitre de la corruption, Kenneth Merten reconnaît les torts qui ont été faits au pays, s'offrant une porte de sortie en évoquant des « secrets » qui ne peuvent être divulgués. Mais faisant danser le spectre d'actions et d'initiatives non explicitées qui pourraient être lancées. À ce sujet, il se prononce ainsi :

« Sur la corruption, je ne peux pas dire trop de choses en public. Mais je peux vous dire que nous sommes préoccupés par la corruption. Nous avons fait et nous allons faire davantage d'efforts pour nous assurer que les responsables indexés soient les vrais responsables. Mais je ne peux pas en dire plus. Il y a des mesures qui sont en train d'être prises ».

L'interview du *Nouvelliste* à Kenneth Merten s'est terminée

Suite en page 9



GRANDE SURPRISE DANS LA DIPLOMATIE

Mission impossible en Haïti, Kenneth Merten tourne les talons... Avant de partir pour Washington : des révélations et des non-dits...

Suite de la page 8

ée sur une note absolument pessimiste, car craignant que l'entente inter-haïtienne recherchée restera illusoire. Il semble qu'il soit venu à bout de ses possibilités de réunir les différents secteurs sur la même table. Les phrases qui suivent en disent long. Cité encore par *Le Nouvelliste*, l'ambassadeur Merten épanche

ainsi son cœur : « *Beaucoup estiment que les États-Unis doivent faire encore plus dans tel ou tel domaine, que c'est aux Américains de mettre les acteurs sur une même table. C'est difficile de mettre les acteurs ensemble. Comment peut-on les forcer ? C'est difficile. Ce sont des personnes intelligentes, patriotes, à Washington on ne parvient pas à comprendre pourquoi ils ne se mettent pas ensemble* ».

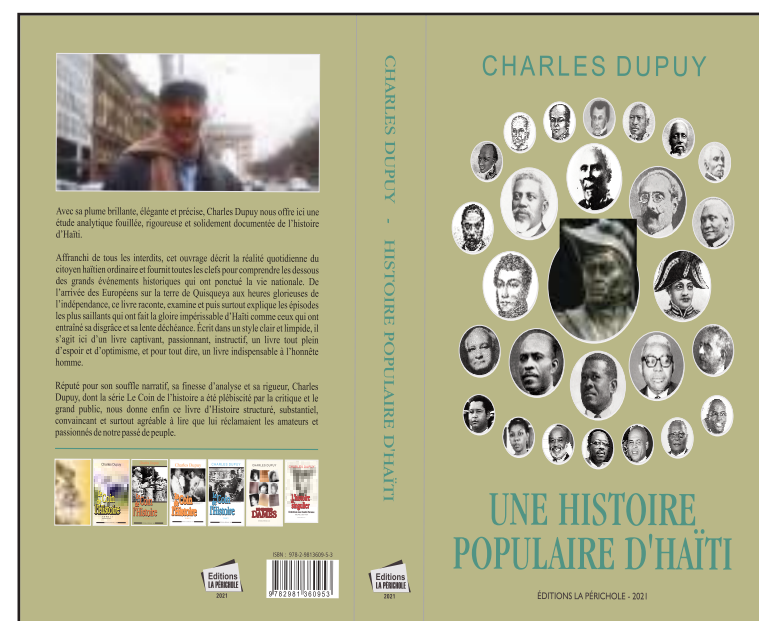
À l'analyse des faits, Washington paraît en mode « jeter l'éponge », en ce qui concerne Haïti. Quand le diplomate le plus expérimenté sur le dossier haïtien, tel que l'ambassadeur Merten a été décrit après qu'il eut été nommé chargé d'Affaires en Haïti, que le Département d'État possède dans son arsenal diplomatique, s'est ainsi cassé les dents sur Haïti, la boucle est bouclée. Cela donne raison à ceux

qui disent : « *Haïti est le tombeau des diplomates* ».

Quand on aura tout dit, parvenu à ce tournant, avant que les Américains ne tournent définitivement le dos à notre pays, pourquoi ne pas demander aux décideurs de la République étoilée de remettre Haïti dans sa situation ante, c'est-à-dire avant qu'ils n'aient lâché ces chacals sur le pays avec cette vague de politiciens d'un autre genre.

Il y a fort à parier que ceux qui ont monté cette vaste conspiration contre notre pays, qui s'est soldée par la mort lente du patriotisme et de la conscience citoyenne des dirigeants qui ont été imposés à Haïti, ne saisissent pas l'énormité du mal qu'ils nous ont fait. De grâce, rendez-nous notre pays, tel qu'il était avant l'avènement de la vague Martelly !

L.J.



ÉDITORIAL



Jusqu'à preuve du contraire, Michel Martelly est un danger national !

L'accession de Michel Martelly, à la présidence d'Haïti, reste un accident historique des plus graves. Il n'était pas, au-dessus de tout soupçon, avant de prendre logement au Palais national. Sa mauvaise réputation l'a accompagné durant son quinquennat. Ne s'étant pas amendé, au pouvoir, elle continue dans sa vie civile. Les révélations de Pierre Espérance, directeur exécutif du Réseau national de défense des droits haïtiens (RNDH), l'accusant de comploter son assassinat, doivent être prises comme un signal d'alarme.

Point n'est besoin de revenir sur les circonstances qui ont favorisé l'élection de M. Martelly à la présidence de notre pays, ni de ressasser le passé, par rapport aux acteurs internationaux qui ont détourné et contourné la volonté de la nation haïtienne relative à ce choix. Trafiquant de drogue patenté, il possédait déjà l'instinct criminel dont sont dotées les personnes de cette catégorie. En Haïti, la présidence lui a offert, sur un plateau d'argent, tous les moyens de perpétrer ses crimes.

On ne peut pas oublier que, président de la République, le nom de Martelly a été, dans un premier temps, associé à deux meurtres. On se souvient, d'heureuse mémoire, un, indirectement, la mort du juge instructeur Jean Serge Joseph. Ce dernier a trépassé sous les pressions directes de Michel Martelly et de Laurent Lamothe (son Premier ministre) voulant le porter à renvoyer sa femme hors de cause. Première dame de la République, Sophia Saint-Rémy Martelly et le fils aîné du couple présidentiel, Olivier, étaient traduits en justice, sous l'accusation d'usurpation de titre. Tombé en syncope, sous les menaces des deux chefs de l'Exécutif, le juge Joseph était transporté à l'hôpital Bernard Mevs, à Port-au-Prince, où il rendit le dernier soupir.

Dans un second temps, l'autre cas, un assassinat de sang-froid, fut perpétré par un « conseiller spécial » du président, Calixte Valentin, sur la personne d'un commerçant de Fond Parisien. En poste au bureau de Douane de Malpasse, sur la frontière haïtiano-dominicaine, sa responsabilité consistait à apporter USD 20 000 \$, par semaine à Sophia Martelly, tirés des recettes douanières. Ce crime a valu son arrestation, d'ordre de Me Mario Beauvoir, commissaire du gouvernement de cette juridiction, qui le fit emprisonner au centre carceral de Croix des Bouquets. Mais il n'y avait pas séjourné soixante-douze

heures. Me Beauvoir donna sa démission au lieu d'obéir à Jean Renel Sanon, ministre de la Justice, qui lui avait intimé l'ordre de libérer Valentin.

Les rumeurs, jamais confirmées, faisaient état d'assassinats commandités par Martelly, avant d'être président. Celui perpétré sur la personne de son ami, collègue trafiquant de drogue et associé dans l'immobilier, à Port-Salut, dans le Sud, Evinx Daniel, pourrait être le plus monstrueux qu'il ait commis de toute sa carrière. Dans les milieux proches de la présidence, à l'époque, on faisait croire que cette sale besogne avait été confiée à son beau-frère, Charles « Kiko » Saint-Rémy, de concert avec son futur dauphin, en l'occurrence Jovenel Moïse. Parti en compagnie de ces deux hommes, en sus de deux autres individus non identifiés, depuis janvier 2012, Daniel est toujours « porté disparu ».

Carriériste dans le trafic de stupéfiants, parallèlement à son métier de musicien du compas, Sweet Micky, qui se nomme « Bandit légal », a profité de sa présidence, non seulement pour créer des créneaux d'exploitation de substances interdites, mais aussi pour se venger des rivalités qu'il a essayées dans ce secteur. La plupart de ses victimes, surtout les menus fretins, qui ont été éliminés physiquement, resteront à jamais anonymes. À moins que des poursuites judiciaires, au criminel, déclenchées contre lui, permettent d'exposer publiquement le bilan de ses crimes.

Aucun doute, Pierre Espérance se passe d'introduction. Défenseur intraitable des droits humains, sa carrière est ponctuée de dénonciations relatives aux abus de pouvoir, aux crimes de toutes natures commis, surtout dans l'administration publique. Aussi les acteurs politiques coupables de malversations administratives, de crimes financiers et de sang se trouvent-ils sur la liste des dossiers qu'il a exposés, au fil des ans. Martelly et ses alliés politiques font les frais des révélations de M. Espérance. Il en est de même pour les journalistes qui refusent de donner quartier à l'ex-président-musicien. Dans ce cas particulier, il est aisé de comprendre le silence de la plupart des barons de la presse par rapport aux actes criminels dont Michel Martelly se rend coupable.

De toute évidence, le faiseur de Jovenel Moïse n'ignore pas sa condition de « condamné en sursis ». Voilà pourquoi il se bat bec et ongle pour que n'arrive jamais le « grand changement » tant souhaité. Changement qui permet-

tra de lui demander des comptes par rapport aux accusations à répétition dont il est l'objet. Cela implique, bien sûr, la mise en branle officielle de l'action publique contre les auteurs et commanditaires des assassinats perpétrés, avec son assentiment, à Cité-Soleil, Bel-Air, La Saline, Carfour-Feuilles, etc.; et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval; ainsi que de ceux d'une série de personnes exécutées, parfois en plein jour, et dont les motifs n'ont jamais été établis.

Sous le chapitre des assassinats, auxquels a trempé Michel Martelly, par accusation publique, il faut aussi signaler le cas de son « filleul » politique, Jovenel Moïse, qui a été exécuté violemment, en sa résidence familiale, à Pèlerin 5, (dans les hauteurs de Pétiou-Ville), tôt dans la matinée du 7 juillet 2021. À l'instar d'Evinx Daniel, avant lui.

Bien que de nombreuses accusations, dont la crédibilité n'est pas clairement établie, aient été portées, autour du meurtre de Moïse, en ce qui a trait au chanteur du compas, adulé par un certain public, les mobiles s'inscrivent dans les intérêts socio-politiques de Martelly. Il sait que, tôt ou tard, la justice va le rattraper. Alors, le « Bandit légal » s'érigeant en principal défenseur de sa classe politique, qui a, comme lui, participé au pillage du Fonds Petro-Caribe, s'acharne à faire disparaître tous les éléments d'évidence. Histoire, dans sa jugeote, de créer les conditions permettant de faire échec à un éventuel procès.

Dans l'esprit de Martelly, il ne suffit pas d'éloigner de lui tout ce qui aurait l'allure d'une poursuite judiciaire, à son encontre, pour tous les crimes qu'il a commis, il faut aussi bien mettre hors d'état d'agir les témoins éventuels. Surtout ceux qui ont les possibilités de documenter les faits avancés. Ainsi, mène-t-il cette entreprise avec une telle obstination, se donnant pour tâche d'assurer leur protection et défense collectives, pour lui et ses alliés politiques. Aussi l'offensive qu'il aurait lancée contre Pierre Espérance serait-elle menée, tant en son nom personnel qu'en celui de ses alliés du PHTK, impliqués, comme lui, dans les crimes dénoncés sous son gouvernement.

Au moment où, de partout, fusent des cris demandant le rétablissement d'une justice indépendante, en Haïti, Michel Martelly et ses ouailles se frottent les mains de satisfaction, sachant qu'il a les grands moyens de mobiliser toutes ses ressources, humaines et

financières, afin d'assurer le maintien du statu quo. Autrement dit, la pérennité du régime PHTkiste, pour qu'il dure, tout au moins, durant cinq décennies. Ainsi l'avait, en effet, annoncé, le Dr Jack Guy Lafontant, alors Premier ministre du président de facto défunt.

À la lumière de tous ces faits, quand Michel Martelly concocte un projet d'assassinat de Pierre Espérance, il n'y a rien d'hypothétique dans ce plan. Car il n'entend pas y aller de main morte. Aussi ne néglige-t-il pas les grands moyens pour parvenir à ses fins.

À la faveur des révélations relatives à cet énième complot de Sweet Micky, faites par le directeur du RNDDH, les chances d'aboutissement de ce projet macabre ont quelque peu diminué. Mais la société haïtienne, notamment les institutions administratives et politiques, plus particulièrement policières, doivent mettre les bouchées doubles, afin d'annuler définitivement ce monstre. En commençant par arrêter le décaissement de USD 3 millions \$/mois effectué en sa faveur, extraits des recettes de l'Administration générale des douanes (AGD). Car ces fonds aident à supporter son train de vie, y compris au financement de ses plans d'assassinats politiques.

Au bout du compte, il y a lieu de conclure que l'État haïtien assure le financement des actes criminels de Michel Martelly. Ce qui rend le danger national qu'il est encore plus mortel ! D'où la nécessité d'agir vite !

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y. 11435-6237
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI	ÉTATS-UNIS
1001-Observateur 98 Avenue John Brown, Suite 204 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 754-0787 ou (509) 223-0780	1 an (12 numéros) \$40.00 \$ 65.00 pour un (1) an
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
1001-Observateur Gerald Louis Jacques 5111 131 st St 1314 West 131 st Avenue 12075 Joseph Cassin Mississauga, ON L4W 1G3	\$50.00 TT pour un (1) an \$60.00 TT pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE
Un paiement spécial est assuré à partir de l'Europe. Informations aux abonnés de l'Europe: Calixte Valentin 1310 Avenue Kennedy, 4 ^{ème} étage, 2 ^{ème} 10070 LaSalle, Québec, Canada Tél: (514) 433-2810	1 an (12 numéros) \$75.00 \$ 100.00 pour un (1) an \$100.00 \$ 125.00 pour un (1) an
EUROPE	
1001-Observateur Gerald Louis Jacques 5111 131 st St 1314 West 131 st Avenue 12075 Joseph Cassin Mississauga, ON L4W 1G3	1 an (12 numéros) \$75.00 \$ 100.00 pour un (1) an \$100.00 \$ 125.00 pour un (1) an

Nom/Name: _____
 Company/Compagnie: _____
 Address/Adresse: _____
 City/Ville: _____ State/État: _____
 Zip/Code/Code Régional: _____ Country/Pays: _____
Tous les paiements doivent être payés en dollars américains par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



Jusqu'à preuve du contraire, Michel Martelly est un danger national !

L'accession de Michel Martelly, à la présidence d'Haïti, reste un accident historique des plus graves. Il n'était pas, au-dessus de tout soupçon, avant de prendre logement au Palais national. Sa mauvaise réputation l'a accompagné durant son quinquennat. Ne s'étant pas amendé, au pouvoir, elle continue dans sa vie civile. Les révélations de Pierre Espérance, directeur exécutif du Réseau national de défense des droits haïtiens (RND-DH), l'accusant de comploter son assassinat, doivent être prises comme un signal d'alarme.

Point n'est besoin de revenir sur les circonstances qui ont favorisé l'élection de M. Martelly à la présidence de notre pays, ni de ressasser le passé, par rapport aux acteurs internationaux qui ont détourné et contourné la volonté de la nation haïtienne relative à ce choix. Trafiquant de drogue patenté, il possédait déjà l'instinct criminel dont sont dotées les personnes de cette catégorie. En Haïti, la présidence lui a offert, sur un plateau d'argent, tous les moyens de perpétrer ses crimes.

On ne peut pas oublier que, président de la République, le nom de Martelly a été, dans un premier temps, associé à deux meurtres. On se souvient, d'heureuse mémoire, un, indirectement, la mort du juge instructeur Jean Serge Joseph. Ce dernier a trépassé sous les pressions directes de Michel Martelly et de Laurent Lamothe (son Premier ministre) voulant le porter à renvoyer sa femme hors de cause. Première dame de la République, Sophia Saint-Rémy Martelly et le fils aîné du couple présidentiel, Olivier, étaient traduits en justice, sous l'accusation d'usurpation de titre. Tombé en syncope, sous les menaces des deux chefs de l'Exécutif, le juge Joseph était transporté à l'hôpital Bernard Mevs, à Port-au-Prince, où il rendit le dernier soupir.

Dans un second temps, l'autre cas, un assassinat de sang-froid, fut perpétré par un « *conseiller spécial* » du président, Calixte Valentin, sur la personne d'un commerçant de Fond Parisien. En poste au bureau de Douane de Malpasse, sur la frontière haïtiano-dominicaine, sa responsabilité consistait à apporter USD 20 000 \$, par semaine à Sophia Martelly, tirés des recettes douanières. Ce crime a valu son arrestation, d'ordre de Me Mario Beauvoir, commissaire du gouvernement de cette juridiction, qui le fit emprisonner au centre carcéral de Croix des Bouquets. Mais il n'y avait pas séjourné soixante-douze

heures. Me Beauvoir donna sa démission au lieu d'obéir à Jean Renel Sanon, ministre de la Justice, qui lui avait intimé l'ordre de libérer Valentin.

Les rumeurs, jamais confirmées, faisaient état d'assassinats commandités par Martelly, avant d'être président. Celui perpétré sur la personne de son ami, collègue trafiquant de drogue et associé dans l'immobilier, à Port-Salut, dans le Sud, Evinx Daniel, pourrait être le plus monstrueux qu'il ait commis de toute sa carrière. Dans les milieux proches de la présidence, à l'époque, on faisait croire que cette sale besogne avait été confiée à son beau-frère, Charles « Kiko » Saint-Rémy, de concert avec son futur dauphin, en l'occurrence Jovenel Moïse. Parti en compagnie de ces deux hommes, en sus de deux autres individus non identifiés, depuis janvier 2012, Daniel est toujours « *porté disparu* ».

Carriériste dans le trafic de stupéfiants, parallèlement à son métier de musicien du compas, Sweet Micky, qui se nomme « Bandit légal », a profité de sa présidence, non seulement pour créer des créneaux d'exploitation de substances interdites, mais aussi pour se venger des rivalités qu'il a essuyées dans ce secteur. La plupart de ses victimes, surtout les menus fretins, qui ont été éliminés physiquement, resteront à jamais anonymes. À moins que des poursuites judiciaires, au criminel, déclenchées contre lui, permettent d'exposer publiquement le bilan de ses crimes.

Aucun doute, Pierre Espérance se passe d'introduction. Défenseur intraitable des droits humains, sa carrière est ponctuée de dénonciations relatives aux abus de pouvoir, aux crimes de toutes natures commis, surtout dans l'administration publique. Aussi les acteurs politiques coupables de malversations administratives, de crimes financiers et de sang se trouvent-ils sur la liste des dossiers qu'il a exposés, au fil des ans. Martelly et ses alliés politiques font les frais des révélations de M. Espérance. Il en est de même pour les journalistes qui refusent de donner quartier à l'ex-président-musicien. Dans ce cas particulier, il est aisé de comprendre le silence de la plupart des barons de la presse par rapport aux actes criminels dont Michel Martelly se rend coupable.

De toute évidence, le faiseur de Jovenel Moïse n'ignore pas sa condition de « *condamné en sursis* ». Voilà pourquoi il se bat bec et ongle pour que n'arrive jamais le « *grand change-*

ment» tant souhaité. Changement qui permettra de lui demander des comptes par rapport aux accusations à répétition dont il est l'objet. Cela implique, bien sûr, la mise en branle officielle de l'action publique contre les auteurs et commanditaires des assassinats perpétrés, avec son assentiment, à Cité-Soleil, Bel-Air, La Saline, Carfour-Feuilles, etc.; et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval; ainsi que de ceux d'une série de personnes exécutées, parfois en plein jour, et dont les motifs n'ont jamais été établis.

Sous le chapitre des assassinats, auxquels a trempé Michel Martelly, par accusation publique, il faut aussi signaler le cas de son « *filleur* » politique, Jovenel Moïse, qui a été exécuté violemment, en sa résidence familiale, à Pèlerin 5, (dans les hauteurs de Pétienville), tôt dans la matinée du 7 juillet 2021. À l’instar d’Evinx Daniel, avant lui.

Bien que de nombreuses accusations, dont la crédibilité n'est pas clairement établie, aient été portées, autour du meurtre de Moïse, en ce qui a trait au chanteur du compas, adulé par un certain public, les mobiles s'inscrivent dans les intérêts socio-politiques de Martelly. Il sait que, tôt ou tard, la justice va le rattraper. Alors, le « Bandit légal » s'érigeant en principal défenseur de sa classe politique, qui a, comme lui, participé au pillage du Fonds PetroCaribe, s'acharne à faire disparaître tous les éléments d'évidence. Histoire, dans sa jugeote, de créer les conditions permettant de faire échec à un éventuel procès.

Dans l'esprit de Martelly, il ne suffit pas d'éloigner de lui tout ce qui aurait l'allure d'une poursuite judiciaire, à son encontre, pour tous les crimes qu'il a commis, il faut aussi bien mettre hors d'état d'agir les témoins éventuels. Surtout ceux qui ont les possibilités de documenter les faits avancés. Ainsi, mène-t-il cette entreprise avec une telle obstination, se donnant pour tâche d'assurer leur protection et défense collectives, pour lui et ses alliés politiques. Aussi l'offensive qu'il aurait lancée contre Pierre Espérance serait-elle menée, tant en son nom personnel qu'en celui de ses alliés du PHTK, impliqués, comme lui, dans les crimes dénoncés sous son gouvernement.

Au moment où, de partout, fusent des cris demandant le rétablissement d'une justice indépendante, en Haïti, Michel Martelly et ses ouailles se frot-

tent les mains de satisfaction, sachant qu'il a les grands moyens de mobiliser toutes ses ressources, humaines et financières, afin d'assurer le maintien du statu quo. Autrement dit, la pérennité du régime PHTkiste, pour qu'il dure, tout au moins, durant cinq décennies. Ainsi l'avait, en effet, annoncé, le Dr Jack Guy Lafontant, alors Premier ministre du président de facto défunt.

À la lumière de tous ces faits, quand Michel Martelly concocte un projet d'assassinat de Pierre Espérance, il n'y a rien d'hypothétique dans ce plan. Car il n'entend pas y aller de main morte. Aussi ne néglige-t-il pas les grands moyens pour parvenir à ses fins.

À la faveur des révélations relatives à cet énième complot de Sweet Micky, faites par le directeur du RNDDH, les chances d'aboutissement de ce projet macabre ont quelque peu diminué. Mais la société haïtienne, notamment les institutions administratives et politiques, plus particulièrement policières, doivent mettre les bouchées doubles, afin d'annuler définitivement ce monstre. En commençant par arrêter le décaissement de USD 3 millions \$/mois effectué en sa faveur, extraits des recettes de l'Administration générale des douanes (AGD). Car ces fonds aident à supporter son train de vie, y compris au financement de ses plans d'assassinats politiques.

Au bout du compte, il y a lieu de conclure que l'État haïtien assure le financement des actes criminels de Michel Martelly. Ce qui rend le danger national qu'il est encore plus mortel ! D'où la nécessité d'agir vite !

HAITI OBSERVATEUR



Publié par semaine

**Haiti-
Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820**

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI	ÉTATS-UNIS
Haiti-Observateur 98 Avenue John Brown, Sans étage au 2^e étage, Hôpital St-Joseph, Hôpital St-Joseph 7534707 ou (509) 223-6780	1 an (12 num.) — \$100.00 US, pour les (6) mois — \$20.00 US, pour les (1) an
AFRIQUE ET ASIE	
CANADA Haiti-Observateur Gerald Louis Jacques 1510, 101^e St St 1510 St-Joseph, Hôpital 12275 Joseph Cassinelli Montréal H3B 3C1	— \$50.00 TT, pour les (6) mois — \$100.00 TT, pour les (1) an
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE	
1 an (12 num.) — \$75.00 US, pour les (6) mois — \$150.00 US, pour les (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	
Un service spécial est aussi à votre dispos. Informez du directeur de jeun Haiti-observateur 1310 Avenue Victoria, 4^e étage, 2^e R0770 Le Havre St. Germain France Tel. (33 1) 43 63 28 10	
EUROPE	
— 75 EURO, pour les (6) mois — 150 EURO, pour les (1) an Les chèques ou mandats postaux sont acceptés	
Nom/Prénom _____ Compagnie/Compagnie _____ Adresse/Adresse _____ City/Ville _____ State/État _____ Zip code/Code Régional _____ Country/Pays _____	



Suite de la page 16

'y a plus de jeunes footballeurs travaillant pour devenir des joueurs et des joueuses d'élite et oeuvrant pour assurer la relève des vedettes actuelles.

Ces belles prestations de la Sélection féminine seront l'arbre qui masque le terrible incendie qui détruit le football haïtien, au masculin et au féminin, depuis le soi-disant scandale qu'en 2020 les bandits avaient déclenché pour détruire le football haïtien, en effet, venues, pour la plupart de France, où elles évoluent, depuis quelque temps, elles pourraient bien surprendre, et même se qualifier pour une phase finale de Coupe du monde de la FIFA, en juillet prochain. Mais, après ?

Un exemple : Les plus petites footballeuses, les U14 récentes brillantes championnes de la Caraïbe, en juillet dernier, avec des scores écrasants, ont été renvoyées chez elles et se sont arrêtées de s'entraîner depuis leur entrée. Alors que ce qui fait le succès, dans le temps, de tout, vient du travail continu. Or, en football féminin, malgré ce 21-0 retentissant, on aura des lendemains qui déchantent.

En clair, le football se meurt actuellement, car rien ne se fait plus, l'échec est total. Pire encore, quasiment sans possibilité de repartir. Car, tous les entraîneurs ont été révoqués et presque tous obligés de laisser le pays. Plus grave, les rares entraîneurs féminins formés pendant 20 ans ont été révoqués : Roselonne Joseph, Jésula Léone, Yvette Félix, Géraldine Calixte, si heureuses et très enthousiastes d'enseigner à ces jeunes joueuses ce qu'elles n'avaient pas la chance de recevoir, un travail que ces rares anciennes, encore dans le jeu, en Haïti, mais ces footballeuses d'élite, gloires nationales, ont été humiliées par de honteuses accusations et renvoyées, parce qu'on voulait les forcer à avaliser pour conserver ce job de misère.

Les gens doivent savoir que toutes celles que l'on formait à Camp Nous, pour le succès continu d'Haïti et sortir encore, plus de Nérilia, de Batcheba, ne sont plus pas à l'entraînement. Étonnant, quand on sait que pour la première fois qu'une fille dirige la FHF, elle ferme l'école et fait se démobiliser les équipes de football de jeunes.

Six (6) qualifiés possibles pour la CONCACAF

Pour en venir aux Éliminatoires du mondial féminin, quatre pays, peut-être 5, ou même 6 de la CONCACAF pourraient se qualifier pour ce Mondial féminin, qui se joue en Océanie. Et si l'on

tient compte des forces en présence, dans notre région CONCACAF EN plus des USA, du Canada, puissances mondiales théoriquement au-dessus du lot, des pays comme le Mexique, Costa Rica, Jamaïque, et aussi Haïti, pourraient être de la fête, à l'autre bout du monde, en 2023, en Océanie.

Semaine décisive

En effet, cette semaine, ce mardi 12 avril, se jouent les derniers matches du tournoi préliminaire, dans les six (6) groupes éliminatoires devant déterminer les six (6) qualifiés pour le Championnat W de la CONCACAF. Ces six pays (6) qualifiés seront les vainqueurs des six groupes éliminatoires et rejoindront les USA et le Canada, ces deux pays étant qualifiés d'office pour le Championnat W de la CONCACAF devant se jouer en juillet, dans la ville mexicaine de Monterrey.

Haïti, devenue une des nations de tête de football féminin, de la région, depuis les succès impressionnants de son programme Camp Nos, pourtant à ses débuts, puisque la première génération de joueuses du programme est âgée d'à peine 20-22 ans, en dépit de la discontinuation brutale du programme, depuis deux ans, pourrait bien se qualifier se basant sur un solide noyau de joueuses évoluant en France, capables, si bien encadrées, de créer la sensation. Depuis 2018, le pré-Mondial U20 de Trinidad et un NUL, face aux USA, numéro 1 mondial, suivi d'une victoire (1/0) et l'élimination du Canada, confirmés en 2020, à la CONCACAF U20 de Santo Domingo (demi-finaliste vaincu en six matches, dont 5 victoires et 1 nul), Haïti n'était plus le petit poucet.

Après les spectaculaires progrès démontrés en CONCACAF/FIFA U20, des prestations spectaculaires au tournoi pré-olympique de Houston, Texas, de janvier 2020 ponctué d'une spectaculaire victoire sur Panama (6-0), et même une farouche réplique, face aux USA (un but régulier annulé sur corner direct), les jeunes Haïtiennes avaient laissé entrevoir ce dont elles seront capables lorsqu'elles auront plus de maturité et d'expérience.

Malheureusement, ce printemps radieux, qui présageait d'un futur brillant, au plus haut niveau du football féminin haïtien, a été assassiné par ceux-là qui ont pactisé, avec l'étranger, pour stopper et détruire cette ascension par ce tsunami annoncé publiquement, en février 2020.

Des dizaines de joueuses exilées

En principe, malgré la perte de

beaucoup de ses grandes joueuses espoirs impressionnantes ayant joué en Coupe du monde féminine U20 FIFA, en 2018, en France, l'équipe haïtienne peut encore se qualifier. D'abord, elle ne devrait avoir aucune difficulté, ce mardi, pour se qualifier pour Monterrey- 2022, qui est la phase décisive de qualification. Avec sa légion étrangère, dont une dizaine de joueuses évoluant en D1 et en D2 française, Haïti est encore très au-dessus du niveau de la Caraïbe et devrait quasiment se promener et infliger une lourde défaite à Cuba dans ce premier tour pour ainsi terminer en tête et être parmi les 8 pays qualifiés pour Monterrey-2022.

Dommage, Haïti risque, comme elle l'a fait avec les hommes pour Qatar 2022, de dilapider cette grosse opportunité de se qualifier pour une phase finale de Coupe du monde féminine, comme en 2019, d'ailleurs, où nous avons été écartés par la Jamaïque, sans avoir été battue.; Montpellier ayant refusé, rappelons-le, de mettre à disposition Nérilia, à l'époque seule joueuse haïtienne licenciée professionnelle à l'étranger. Malgré les maladrances, deux dirigeants, Monique André et Carlo Marcelin ayant fabriqué, pour de l'argent, un scandale dommage avalisé par la FIFA pour réaliser un coup d'État contre le Comité fraîchement élu, et de fait créer une grave crise qui a détruit la belle santé du football national, féminin et masculin.

Les équipes nationales détruites, joueurs et joueuses exilés

Autrement, cette qualification aurait été encore plus à notre portée, si on n'avait pas dilapidé et rejeté en exil, donc perdues pour le pays, une quantité de joueuses d'expérience formées et de grand talent, dont presque toutes avaient d'ailleurs des contrats pros, en France et au Portugal. Il suffit de souligner l'absence, dans la liste des convoquées pour les deux derniers matches qui manquent à l'appel. Phiseline Michel, titulaire, en janvier 2020, contre les USA, le Costa-Rica. Son absence, cette semaine, témoigne du degré d'irrespect des équipes nationales par les chefs de la FHF, puisque la joueuse est titulaire en club, en France, mais est en situation illégale, parce que oubliée dans ce pays, donc ne peut voyager.

Même situation pour la Grande Goâvienne Johanne Laforte, titulaire en club en France, titulaire en équipe nationale, en janvier 2020 « oubliée » et n'ayant pas de documents pour voyager.

Mélissa Dacius, icône de Camp Nous, titulaire en club à Nîmes, en D2 française, elle-

même totalement oubliée, même pas convoquée.

En réalité plusieurs joueuses évoluant en France ont l'obligation de se soumettre aux ordres et à l'exploitation abusive de « Chef Billy Chalera », ou alors elles ne reçoivent plus de l'assistance administrative de leur Fédération, ou ne sont plus convoquées en équipe nationale. Pire, dans leur obstination à justifier leur complot contre l'ancienne direction de la FHF, Billy, Carlo et Monique André, comme ils l'ont fait pour l'équipe senior, ont instrumentalisé les équipes nationales de football pour en faire des pions au service du complot macabre, dans le but de le justifier. C'est encore systématique avec les féminines; ou vous vous faites exploiter, ou vous mentez, ou vous vous taisez et vous faire *décherpiller*, ou vous êtes écartée de l'équipe nationale, vos documents (passeports, extraits d'archives confisqués, même fiches d'examen. Or sans statut légal, pas moyen de signer un contrat pour jouer ou même travailler, voire espérer une rémunération minimale pour vivre. Ce qui transforme le joueur, la joueuse haïtienne en esclave, donc une valeur nationale que l'on « punit ». Cela équivaut à un esclavage. Mais où est l'État ? Où sont donc ces organisations qui, bien payées, montaient au créneau pour soutenir le complot et qui aujourd'hui se taisent sur ce crime consistant à rejeter dans la rue ces 700 jeunes garçons et jeunes filles de Camp Nous pour détruire le plus beau projet d'éducation de jeunes et de lutte contre la délinquance par le sport et l'éducation.

Ainsi ces filles, qui ont grandi ensemble et ont partagé leur rêve, pendant plus d'une décennie, sont donc divisées entre celles qui « mounn Carlo ak Billy » et celles qui n'acceptent pas les abus et de fait n'ont plus le droit de défendre les couleurs de leur pays; même aucun contact officiel pour les assister. L'ex-président François Duvalier, qui accordait un traitement officiel aux joueurs internationaux haïtiens évoluant à l'étranger en en faisant des « diplomates » officiellement accrédités par leur pays, en apprenant la manière dont ces joueuses internationales haïtiennes sont traitées, doit se retourner plusieurs fois dans sa tombe. Claudel Legros, par exemple, qui jouait à Angoulême, en France, était accrédité consul à Bordeaux, pour faciliter ses aller-retour en Haïti, pour jouer, ou comme entraîneur de l'équipe nationale, à l'époque glorieuse de l'équipe nationale (1967-1974).

Ayant à son service un effectif complet et même en l'absence

des excellentes joueuses exilées et oubliées aux États-Unis, (les quatre gardiennes, les quatre plus expérimentées, Jonie Gabriel, Kerly Théus, Naphtaline Clerméus, Edgenie Joseph), les défenseuses, Émeline Charles, Soveline Beaubrun, Taïna Gervais, Rosiane Jean, Nancy Lindor, Beumangie Adrien, Naphtalie Northé, Ruthnie Mathurin, les deux perles gauchères Abana Louis et Rachelle Carémus, les attaquantes, Lovelie Pierre, Elisabeth Brivil, Nèika Surpris, Isnada Lebrun, Angeline Gustave, toutes présentes à la Coupe du monde France 2018 et ayant acquis une grande expérience, depuis l'âge de 13-14 ans, dans les compétitions de la région, toutes forcées d'aller vivre aux USA.

Haïti dispose donc d'un effectif riche et expérimenté pour se qualifier pour FIFA Australie/Nouvelle Zélande 2023. le tournoi de Monterrey, en Juillet, se joue en deux groupes de quatre équipes chacun, mais d'abord il faut se qualifier. Après, il faudra tout miser sur une préparation d'élite avec un effectif complet, sans discrimination avec toutes les individualités du pays et être au top pour le tournoi final. En effet, le tirage au sort de fin avril déterminera deux groupes de quatre équipes, USA en tête du groupe A, et le Canada du groupe B. Les quatre sélections s'affrontent à l'intérieur de chaque groupe et les deux premiers classés se qualifient pour le Mondial 2023; et les deux équipes classées troisièmes joueront des barrages intercontinentaux pour déterminer un cinquième qualifié pour la Coupe du monde féminine.

Mais, avant tout, il faut une mobilisation nationale autour de l'objectif; il faudra un staff technique qui doit arrêter de se faire dicter sa liste de joueuses et qui n'accepte pas un soi-disant scandaleux « stage » de deux jours avant un match de Coupe du monde, et qu'entre-temps surtout on « guérit » les joueuses des durs traumatismes subis, suite aux crimes de ces mauvais garnements, et que les responsables s'excusent auprès d'elles et de leurs parents pour les avoirs détruites, en sus que leur honneur avec ces mensonges et réparer cette division.

Des organisations comme la FIFA, la FIFPRO, le quotidien londonien The Guardian, qui ont fabriqué ou avalisé des mensonges sur leur nom, devront aussi les dédommager pour toutes ces atrocités qu'elles ont subies, sans raison, par la faute de tous ces voyous corrompus motivés par la mafia de la drogue et de l'argent sale, et qui, en deux ans, ont stoppé tous les pro-

Suite en page 13



Suite de la page 1

grammes de football : aucune compétition, aucun cours de formation. Sans compter il faudrait que l'État haïtien paye l'engagement et les promesses faites par l'État aux filles, après leur exploit de France 2018 (maison, étude payée, assistance médicale aux parents, fonds au parents pour ouvrir un business...), qui sont aux USA, sans aucune étude, naïves et exploitées honteusement par leurs propres dirigeants. À ce prix, le rêve chanté chaque

jour par les ex-jeunes de Camp Nous « d'aller à la Coupe du monde » LAN KOU DI MON-DE NOU VLE ALLER «deviendra réalité pour la gloire et la fierté de notre Haïti chérie ». Même comme pour FIFA 1974, après ce sera le désert.

Buts :

Roselord Borgella (4but), Batcheba Louis (4but), Roseline Éloissaint (3but), Mikerline Saint-Felix (3but), Melchie Dumornay (2but), Nérilia Mondésir (2but), Kethna Louis (1but),

Monique

Étienne(1but).

Formation

Naomie Ambroise (gardienne), Pierre Jérôme, Limage, K. Louis, Surpris, D. Étienne, M. Dumornay, Moryl- Mondésir Borgella, B. Louis;

Réservistes : Fleuriot (G), Petit-Frère, T. Joseph, E. Joseph, M. Saint Felix, Roseline Eloissaint, S. Jeudy, Marcellus, D. Pierre Louis.

Coach : N Delpine

Classement du groupe

E 1- Haïti, 9 points; 2-Cuba, 7 points; 3-Honduras, 4 points, 4- Saint Vincent and Grenadines, 3 pts; 5- British Virgin Islands.

Prochain match:

Mardi 12 avril 2022, à Santo Domingo : Haïti vs Cuba.

Équipe nationale féminine d'Haïti janvier 2020, à Houston, au Texas

1ère rangée, de droite à gauche :Danielle Étienne, Shelsea Surpris, Melchie Dumornay,

Batcheba Louis, Phiseline Michèl; 2ème rangée : Nérilia Mondésir, Johanne Laporte, Sherly Jeudy, Mikerline Saint-Félix, Kethna Louis, Kerly Théus.

Réservistes : Ruthnie Mathurin, Émeline Charles, Roseline Éloissaint, Dayan Pierre-Louis, Modeline Moryl, Soveline Beaubrun, Abaina Louis, Rosiane Jean, Taïna Gervais, Jonie Gabriel, Naphtalie Northé, Mélissa Dacius, Rachelle Carémus.

Coach: Laurent Mortel.

J.B.

L'ACADÉMIE CAMP NOUS À CROIX DES BOUQUETS

Un complexe sportif moderne totalement abandonné

Aménagé à l'intérieur du centre FIFA-GOAL, l'Académie Camp Nous était un vrai temple du sport, qui a révolutionné le foot-

ball haïtien en accueillant, depuis 2012, en formation d'élite, les jeunes talents, filles et garçons, recrutés chaque année à travers

une scrupuleuse opération de détection conduite dans toutes les villes du pays. Depuis 2014, les jeunes formés à cette institution ont permis à toutes les équipes nationales U14, U15, U17, U20 et U23 d'être championnes de la Caraïbe.

5 terrains de football artificiels, éclairés, dotés de vestiaires modernes, de gymnasium de musculation, salle de physiothérapie équipée d'appareils de soins modernes.

Fermée quasiment depuis fin 2020 la mise hors de service de Camp Nous jette dans la rue plus de 600 jeunes, de 11 à 20 ans, sous la menace de la délinquance.

Au pays haïtien, personne, au niveau des autorités sportives et

politiques ne semble s'émouvoir outre mesure sur cette calamité, qui s'est abattue sur le football national. À part le capital humain

livré au gaspillage, les infrastructures, dont la construction et la mise en place ont coûté des millions de dollars US,



La voie privée d'accès au campus de Camp Nous, à Croix des Bouquets.



Le campus sportif de Camp Nous, qui s'étendait dans toute sa beauté livré à la végétation sauvage.

DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

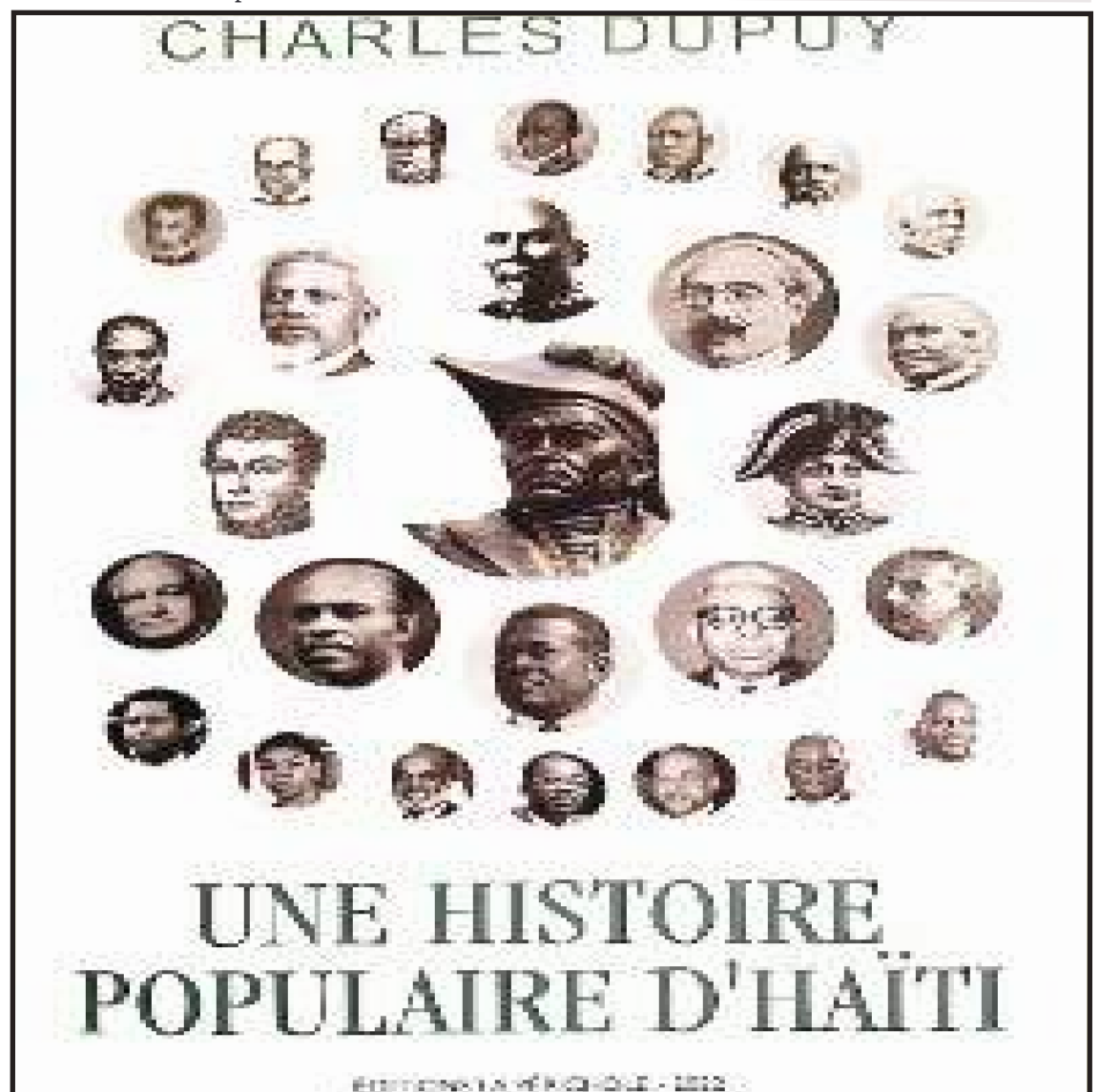
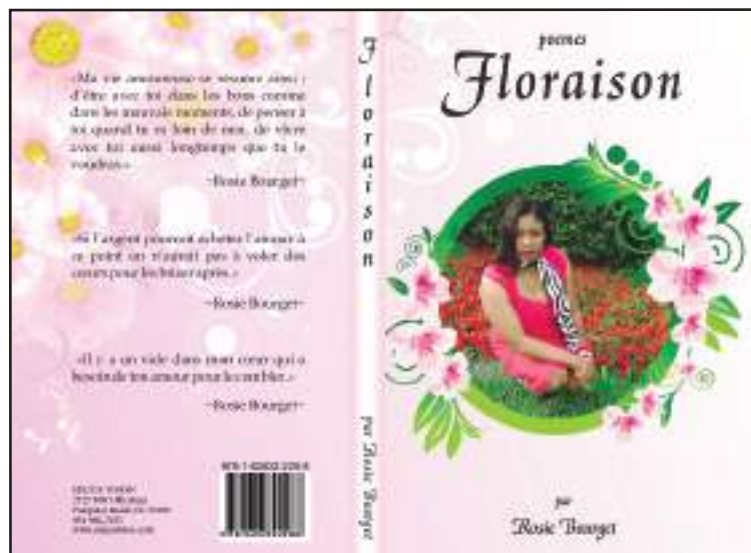
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



An “Open Letter” of Raoul Peck to “Ariel Henry and his accomplice friends” lays bare the plight of Haiti, calling for immediate solution

Continued from page 7

ceded that illegal designation at the time, by February 7, 2022, at the latest, you should have left, regardless of any judicial quibbling. There's no way pretexting you had any more mandate left.

“You can hang on to power, but you should know that those who made you king will stop supporting you as soon as the sovereign people get to impose a consensual alternative of State power. They will drop you as soon as public opinion in their own constituency is swayed by the tenacity and maturity of the Haitian people.”

Mr. Peck points to widespread misery, social, economic, and moral decay that define Ariel Henry's government, who has shown himself incapable to respond to ongoing emergencies. He ticks off, “the lack of purchasing power of the whole population; widespread hunger in large parts of the country which are cut off from the capital; generalized insecurity forcing the people to remain home, while those who dare go out are exposed to all sorts of danger, on a daily basis. For, kidnapping has become a flourishing industry that benefits many, other than the armed gangs. Their names will be revealed when justice finally will be reestablished.”

A broad brush, sparing no sector for Haiti's current abject situation

The writer points to major enterprises that participate in keeping the gang system alive by “paying [the gangs] so their big trucks may operate, to manage ports and get their merchandise delivered. . . . Only caring about surviving one day at a time, they don't understand that they're digging their own grave, for it will be difficult to get the snake back into its hole.”

He warns Mr. Henry and his accomplices about the various dossiers that “soon will see the light of day.” And he points to “embezzlement of funds, the assassinations, corruption, arms trafficking, as well as human trafficking and money laundering, a major crime, as far as your tutor, our great American neighbor is concerned.”

Considering the brigandage entertained by the de facto Prime Minister and his friends, Mr. Peck affirms that the people will finally revolt, just as they've done in the past when they had their fill, protesting that “*Nou Bouke*,” as we reported in our last two issues of the paper. He notes that at that point the foreign supporters on whom Henry count will drop him.

Without mentioning any names, Raoul Peck denounces “You who in the beginning, supported the Montana Accord, then boycotted it, and even attempted to destabilize it, when you found out

you couldn't assume control.” That's definitely a dig at former President Jean Bertrand Aristide and his associates. After participating for months in Montana Accord discussions, on January 28, the Lavalas party, under the control of the former priest, pulled out its members from the Montana Agreement Monitoring Office (French acronym BSA).

Also denounced, are “You who accepted [the Montana Accord] as being a break from old practices, but suddenly don't like it because that would mean no deals under the table and no contacts at State level who can be bribed. Moreover, unable to do as you please with those in the Lower House of Parliament, as well as in the Senate, and that you have to pay what is rightly owed at Customs and to the Tax Office, while severing connection with the gangs.” Certainly, some powerful businessmen will recognize themselves in those statements, especially those who, behind the scene, exert influence on certain parliamentarians and who cheat the State from more than \$500 million annually in not paying what they must at Customs. And this warning: “Let me tell you, you will have to account [for everything] sooner or later.”

A special attention to the new crop of Haitian journalists

Raoul Peck doesn't mince words when it comes to the press. “To the Haitian press in its entirety, I have a few words: Some of you shouldn't let commerce take precedence over information, though this may be true for many of your colleagues in the ‘northern democracies.’ The freedom you enjoy was paid for by the blood of the children in Gonaïves, the blood of priests such as Jean Marie Vincent, or of upright citizens like Antoine Izméry, in the torture of poets like Jacques Roche, by the assassinations of several from among you, like Jean Dominique, Diego Charles and Antoinette Duclair, or by the disappearance of Vladimir Legagneur.” Without mentioning under what regime these people were killed, he blames all the governments from that of Jean-Claude Duvalier to Jovenel Moïse, for their horrible fate.

But he's specially pissed off by the new crop of Haitian journalists. Read on: “Indeed, this freedom, of which you make light, was acquired by the fight and sacrifice of many other Haitians before you. Sadly, certain among you are not up to what the nation expects from you today.”

The major families and so-called political leaders are castigated

Mr. Peck doesn't leave the major families off the hook. He reminds them of what Aristide said about them, using the Creole term of “wòch nan dlo and wòch nan

solèy”, that is the wealthy are well off, enjoying the coolness of the water, while the people suffer under an impenitent sun. He contends that he's seen them “having lunch with the leader working out on compromises and calming him down. I also was witness to several conversations. But you should know that your action can no longer be tolerated. Don't fool yourselves, you will also have to give an accounting, sooner or later.” Though he didn't say so, Raoul Peck could have written that the leader (Aristide) is in the same league now with the top families. Checking Google, one notes that the fortune of the former priest of arguably the poorest parish in Port-au-Prince is \$800 million. Not bad for a president whose annual salary was \$100,000, plus expenses. Doesn't Aristide have to account also for such a fortune?

The writer turns to “certain so-called political leaders who live in suites in major hotels, all expenses paid, whereas they're doing nothing official to justify such expendi-

tures. They're always ready to speak in behalf of the people, while they parade around in expensive 4x4s, that no one knows who pays the bill. These cynical mercenaries exploit the misery of the population while filling their pockets and living like princes, pretexting that they're entitled to it for having been working hard for so long.”

In conclusion, Raoul Peck writes briefly about the Montana Accord to which he participated. “This agreement,” he writes “is the result of long and intense discussions with a majority of organizations of civil society, both in Haiti and in the diaspora, including organizations like unions, churches and others, and the political class in general.

“It was not always easy, and it still isn't. . . . But this Accord, through its transparent, diverse, and ethical nature, worked out according to democratic principles, more than any other, is based exclusively on procedures, structures and follow a roadmap, departing from the norm of being

that of one personality. Therefore, it does not belong to a group or any network. It is the accord of all, our accord, which will help get us out of the current crisis transparently, legitimately, and democratically. It will allow for the organization of honest, fair, and inclusive elections, with full security, in which the Haitian people will be able to exercise their right to political equality, that is one man, one woman, one vote!”

Hopefully, this letter will serve as a clarion call to all the actors, both Haitian and foreign, that are baffled about what to do to get out of the bind that Ariel Henry and his accomplices represent at this juncture. We salute and applaud Raoul Peck for breaking his silence and for being so descriptive, sparing no one, while showing the way forward to a new paradigm for Haiti.

RAJ
13 April 2022
raljo31@yahoo.com





RIVERTON STREET CHARTER SCHOOL

INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Riverton Street Charter School est une école publique sans frais de scolarité située au 118-34 Riverton Street, St. Albans, NY.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2022

Pour postuler, appelez le 718-481-8200 ou visitez **RivertonStreetCharterSchool.org**

SUGGÉRÉ COMME REMPLAÇANT DE KENNETH MERTEN

Le général Russell Honoré veut être médiateur

« Ariel Henry ne peut pas organiser des élections, il n'est pas à sa place » ...

Suite de la page 2

phonique que j'ai eue avec ce haut gradé militaire retraité, qui a été chargé, par le président George W. Bush, de la coordination de l'aide humanitaire en Louisiane, suite au passage de l'ouragan Katrina, en août 2005, il s'est prononcé contre l'idée évoquée de sa nomination comme ambassadeur, en lieu et place de M. Merten, dont la mission semble avoir débouché sur un échec. D'après lui, celui-là n'avait aucune chance de réussir, ayant été perçu par le peuple haïtien comme ami, sinon proche de l'élite politique au pouvoir. Une situation aggravée par un environnement politique déjà profondément empoisonné par la méfiance des secteurs politiques, rendant impossible le dialogue indispensable au rétablissement de la normalité politique et sociale.

Pour avoir participé, en tant que « facilitateur », au Sommet d'unité nationale, au terme duquel ont été « élus » un président intérimaire, en la personne de Fritz Alphonse Jean, ex-gouverneur de la Banque nationale de la République d'Haïti (BRH), d'une part; et d'un

Premier ministre de consensus, d'autre part, savoir Mme Myriam Faïthière, le général Honoré, en sait long des factions haïtiennes, en termes de leur intransigeance, dans les négociations. Selon lui, les partis politiques, étant aux antipodes, parviendront difficilement à un accord pour que, finalement, tout le monde puisse se ranger dans un seul et même camp. Voilà, selon lui, une vraie gageure. Le Général estime que les Haïtiens, quoi que dise et fasse Merten, n'oublient pas le rôle qu'il a joué dans les élections de 2010-2011. Car, dit-il, « trop de méfiance à l'égard du gouvernement s'est installée ». En tout cas, à son avis, les « 10 % de votants » à qui s'est associé Merten pour accoucher de ce scrutin, largement dénoncé, ne peuvent se comparer aux « 90 % » qui s'y étaient opposés. Il dit avoir obtenu ces explications des personnes avec qui il s'est entretenu sur la crise haïtienne.

Pas d'élections crédibles avec Ariel Henry

Parlant du Premier ministre de facto, Ariel Henry, il a égrené un long chapelet de revendications populaires que, d'après lui, Henry

ignore. À son avis, celui-ci est indigne d'occuper le siège de chef de l'Exécutif, puisqu'il n'a pu rien faire pour soulager la misère du peuple. En tout premier lieu, il pense que le problème de l'insécurité, qui s'étale avec insolence, à l'échelle nationale, devrait être la tâche numéro un de M. Henry, car les citoyens en souffrent trop longtemps et ils en ont marre. Pourtant, il croit que la Police est en mesure d'apporter la solution à ce problème. Aussi a-t-il précisé : « *La Police a les compétences nécessaires, elle sait exactement ce qu'il faut faire. Il suffit de lui fournir l'aide nécessaire pour l'exécuter* ».

Le général Honoré estime que les États-Unis, le Canada, la France et d'autres pays peuvent largement contribuer à la tenue de bonnes élections en Haïti. Toutefois, aucun scrutin « honnête, crédible et juste » ne peut avoir lieu sous la direction d'Ariel Henry, dit-il. Il est allé encore plus loin pour dire que, non seulement le Premier ministre de facto ne doit pas organiser des élections avec les gangs armés occupant le haut du pavé, mais il est impératif qu'il cède la place à un autre jugé capable de répondre aux revendications du peuple haïtien et

de diriger le pays avec compétence, histoire d'instituer la bonne gouvernance que tout le monde souhaite. En ce sens, Russell Honoré a la même opinion que notre centenaire nationale, Odette Roy Fombrum. Dans une lettre ouverte adressée à Ariel Henry, voilà déjà trois semaines, elle l'a invité à se résigner à s'éclipser, s'il ne se sent pas à même d'assumer les responsabilités qu'entraîne la fonction. Aussi lui a-t-elle conseillé de déposer les clefs de la primature sous la porte, afin que quelqu'un d'autre puisse y prendre logement et exécuter la tâche à laquelle il n'a pu se colleter.

Au bout du compte, le général Honoré se dit peu intéressé à devenir ambassadeur des États-Unis en Haïti. Une telle décision ne manquera pas, selon lui, d'attirer un certain ressentiment chez les Haïtiens, qui pourraient interpréter son choix comme celui d'un « *émissaire spécial* », dont la mission consisterait à imposer « *une solution militaire* » au pays, en lieu et place d'une issue haïtienne. Le Général s'offre en bénévolat au service d'Haïti disant j'accomplirai cette mission « *ans rémunération!* ».

Il a déclaré catégoriquement qu'il aurait mieux souhaité que lui

soit confiée la responsabilité d'un médiateur collaborant avec les différentes factions politico-sociales, en Haïti, en vue d'aboutir à une vraie entente. Autrement dit, créer les conditions favorables à la mise en place d'un gouvernement intérimaire de consensus, composé d'un chef d'État et d'un Premier ministre.

Russell Honoré souhaite que les interventions étrangères, dans le cadre de la résolution de la crise, n'imposent pas au pays la volonté d'entités exogènes, mais que tous contribuent réellement à permettre aux Haïtiens eux-mêmes à chercher et trouver ensemble, comme ils veulent, les moyens de résoudre cette crise qui a bien trop duré.

En clair, que ceux qui misaient sur l'installation du général Honoré, à l'ambassade américaine, à Port-au-Prince, pour aider à la réconciliation de la famille haïtienne, portent leurs espérances ailleurs. Le bon général parle en connaissance de cause. Il ne veut pas que son pays continue d'être flagellé pour ces ingérences grossières dans les affaires politico-sociales du peuple haïtien.

L.J.

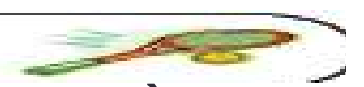
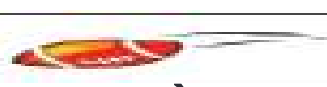
Vini yon Ewo pou Vaksen. Pran Vaksen!

Ewo yo se pwotektè. Vaksinasyon se pi bon mwayen pou pwoteje moun kont COVID-19 e li sove lavi.

Pou plis enfòmasyon sou vaksen kont COVID-19, vizite nyc.gov/covidvaccine oswa rele 212-268-4319.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health



MONDIAL FÉMININ 2023 : À PORTÉE D'HAÏTI ET APRÈS ?

Haïti bat Îles Vierges britanniques (21-0)

Par Jacques Brave

La Sélection nationale féminine senior a fait une extraordinaire démonstration, samedi (9 mars), en réussissant le 2ème plus gros score de son histoire (score plus élevé restant Haïti-Grenade 24-0 de 2015 réalisé en préliminaire JO de Rio 2016, à Porto Rico, en 2015), en écrasant sur son terrain l'équipe des Îles Vierges Britan-

pas réalisé l'habituel long stage d'entraînement, avant toute grande compétition internationale. Un handicap surtout pour celles venues d'Haïti, sans compétitions depuis plus d'une année, puisque le temple de Camp Nous est devenu un désert qui abritant des herbes sauvages. Malgré ce handicap elles se sont distinguées valablement et n'ont pas forcé leur talent pour remporter cette

leader du groupe, ne devrait avoir aucun problème pour maîtriser Cuba, même si un nul est suffisant.

Les autres cinq groupes qualificatifs (1 qualifié par groupe) rendront leur verdict ce mardi, 12 avril, mais, sauf surprise, les meilleures équipes de la Zone, Mexique, Costa Rica, Panama, Jamaïque, Trinidad et Haïti devront rejoindre les États-Unis et le Canada, qualifiés d'office, pour constituer le tableau final de la dernière phase de ce Championnat W de la Concacaf, qui servira de qualification pour le Mondial FIFA-2023, la Gold Cup féminine 2023 et le Tournoi olympique de Paris 2024.

Cette première phase, malgré l'absence de beaucoup de joueuses de premier plan, à la base des succès et de l'ascension fulgurante du foot féminin haïtien, prouve combien le programme Camp Nous, initié il y'a à peine une décennie, a été une réalisation majeure et exceptionnelle d'une Fédération « sans sponsor », sans entrées de matches, avec très peu de support de l'État, et encore dans un pays où l'on ne fait que détruire, était un très gros acquis pour le pays. Mais ce programme, arbitrairement suspendu et sans motif depuis deux ans, risque, d'ici peu, d'arrêter cette ascension du foot féminin d'Haïti, seules ses filles professionnelles à l'étranger sont en activité, et c'est grâce à sa légion étrangère, formée, d'ailleurs, à travers Camp Nous, et qui a eu le bonheur, grâce à la qualité de la formation d'élite reçue, ont eu le bonheur de laisser « L'enfer d'Haïti » pour évoluer dans le Championnat de France, au plus haut niveau (dont 5 en D1 !!!) qu'Haïti a pu bâtir cette sélection compétitive. Des 21 joueuses retenues pour ce tour, deux seulement sont venues des États-Unis,

Danielle Étienne et Mylam Pierre Jérôme, encore qu'elles viennent souvent, depuis des années, s'entraîner à Camp Nous, toutes les autres sont des

deux ans, plus de campagne de détection des enfants de 10-11 ans. Pire, les académies régionales (environ 77 installées dans les villes de province, qui for-



Jennifer Limage.

niques (BVI) par 21-0, au cours d'un match à sens unique et plaçant du coup Haïti en tête du classement de son groupe, avant la dernière journée de la phase préliminaire, qui se joue ce mardi 12 avril 2022.

La CONCACAF ayant interdit des matches internationaux, en Haïti, une décision arbitraire, suite aux incidents pourtant d'un match local et la Fédération haïtienne de football (FHF) n'ayant pas fait appel contre cette sanction injustifiée, décision qui pourrait être cassée, nos filles ont fait une promenade de santé, à la grande joie d'une centaine de supporters, en grande partie des compatriotes haïtiens. Pourtant, les joueuses haïtiennes n'avaient

éclatante victoire, qui leur donne, du coup, la première place du groupe, en sus d'une grosse différence de buts, avant de « recevoir » Cuba, pour conclure en beauté ce premier tour et se qualifier pour la dernière phase décisive. Celle-ci se jouera à Monterey, Mexique, en juillet prochain. Voilà une ville de mauvais souvenir pour le football haïtien (but régulier de la tête de Leinz Domingue annulé contre le Canada, en pré-Mondial 1977, qui signifia l'élimination d'Haïti de la Coupe du monde FIF Argentine 1978).

Avec cette victoire, la Sélection, 3 matches, 3 victoires et 9 points; et Cuba (nul 0-0 face au Honduras), est désormais seul



L'Équipe nationale féminine d'Haïti Janvier 2020 à Houston au Texas.

produits de l'Académie, et mieux, il faut noter qu'une vingtaine d'autres excellentes joueuses, presque toutes celles forcées de partir, en 2020, aux USA, étaient d'habituées titulaires des équipes nationales féminines. La facilité avec laquelle Haïti domine les 31 pays de la Caraïbe, avec des scores écrasants, depuis quelques années, cette domination constitue l'illustration qu'Haïti avait enfin trouvé la très bonne voie pour devenir, malgré la déchéance marquée de tout dans le pays mais comme le clamaient haut et fort, ceux-là qui voulaient « krazé platt a terre le football haïtien », depuis deux ans Camp Nous est vide et devient la proie des bœufs, autres animaux (tout le matériel, uniformes, matériel de musculation, inverters, matelas, lits emportés chez eux par les occupants, les 600 filles et garçons footballeurs renvoyés dans leur ghettos d'origine. Depuis ces

maient plus de 10 000 jeunes talents) faisant la préformation avec des talents de 7-10 ans, dans l'idée de les amener à un niveau de football, encore plus sont aussi fermées, les jeunes abandonnés. Or, ce qui fait la force d'un programme sportif, c'est sa continuité, à travers le temps, surtout, en Haïti, avec l'insécurité et la prolifération des bidonvilles, il n'y a presque plus de « boul lèn et boul kaoutchou » qui, autrefois, permettaient aux jeunes d'apprendre à jouer au football.

Si l'on veut donc vivre d'aussi beaux exploits de nos équipes de football, tous les Haïtiens doivent se mobiliser, lutter et exiger pour que ces académies de football de jeunes reprennent leurs activités, sinon ces belles victoires seront sans lendemain.

Donc, depuis ces deux ans, il n'y

Suite en page 12

Suite de la page 1

ont pris le jeu à leur compte et ont dominé fortement, menant le jeu à leur guise.

L'Équipe haïtienne a ouvert le score, après une action spectaculaire de la capitaine, Nerlia Mondésir, menant 1-0 à la pause. Les vaillantes footballeuses haïtiennes sont devenues plus efficaces, en seconde mi-temps, aggravant ainsi la marque sur penalty par Roselord Borgella et marquant quatre autres buts, pour finalement s'imposer 6-0, dans ce match, de toute évidence, à sens unique !

Le plus beau but de la soirée a été l'œuvre de la petite merveille capoise Batcheba Louis. Ella a déporté sur la gauche, peu après son entrée en jeu. Sur sa première action, elle a éliminé d'un dribble spectaculaire deux Cubaines, écarta deux autres d'une magistrale feinte de corps, terminant son slalom par un puissant tir enveloppé, avant de loger le cuir dans le coin gauche du but cubain. Du grand art, qui a soulevé l'admiration des reporters de CBS News et mis en transe les spectateurs haïtiens, en liesse dans les gradins.

Autre but merveilleux : un

coup franc spectaculaire de Dumornay, sur une frappe travaillée du droit tutoyant le montant droit des buts cubains, que l'excellente portière cubaine a tenté vainement de dévier, se blessant domage sur l'action;

Voilà donc Haïti qualifiée avec le maximum de points, 12 sur 12, et un total impressionnant de 44 buts marqués contre zéro encaissé. Ce qui est impressionnant et fantastique dans un groupe qui comprenait pourtant, entre autres, deux pays réputés en sport et en football dans notre région, Honduras et Cuba, et surtout pour l'Équipe haïtienne sans vraiment

de préparation depuis deux ans et privée de nombre de ces titulaires, par rapport à ces dernières sorties en compétitions officielles.

Mais il nous faudra élever, donc travailler beaucoup pour espérer arracher l'une des six (6) places disponibles pour notre Confédération. Les deux premiers des deux groupes, A et B, se qualifient directement pour la Coupe du monde. Les deux classés à la troisième classe joueront des barrages intercontinentaux USA, le Canada tête en de série, des groupes quatre, partiront favoris, mais derrière ces deux mastodontes, il faudra éviter, à tout

prix, les dernières places des groupes synonymes d'élimination.

Là, il faudra être au top physiquement, car l'Équipe nationale n'avait plus joué depuis janvier 2000, et beaucoup de nos filles, incluant Melchie Dumornay, Morryl, les deux gardiennes titularisées, lors des deux matches de cette phase, les jeunes Petit-Frère, Tabita Joseph, toutes celles encore récemment en Haïti, n'ont eu aucune activité de compétition, puisque, depuis fin 2019, Haïti n'a plus eu aucune activité de football.

J.B.